

O.M.A.E.S

ŒUVRE MALIENNE D'AIDE A L'ENFANCE DU SAHEL



O.M.A.E.S. Bamako

BP : 2323 Bamako
TEL : +223 44 90 22 03

+223 44 90 22 04

Tel cel 76 25 27 62

e-mail : omaesa@ aribone.net.ml

République du Mali

RAPPORT ANNUEL

D'ACTIVITES ET FINANCIER 2011

Présenté par OMAES

ONG – Association signataire de l'Accord- Cadre avec l'Etat :

- Références de l'Accord- Cadre N° 0114/000014 et de l'Avenant du 7 Janvier 2008
- Sise à Torokorobougou près de la Mairie de la Commune V:

PRESENTATION DE L'OMAES

En choisissant de s'investir dans l'espace multidimensionnel "Aide à l'enfance", l'OMAES ambitionne d'atteindre une norme d'excellence dans son action de développement qui vise à créer une société nouvelle où l'intégration et la capitalisation du potentiel économique et humain seront, pour l'homme, le gage d'une existence paisible et fructueuse.

Pour ce faire, tout en étant un outil d'éveil des consciences et un courant vivificateur des sensibilités, elle voudrait par la vertu du partenariat agissant responsable et incitatif, créer une dynamique de réflexions et d'actions salvatrices autour des problèmes fondamentaux qui fragilisent et mettent en péril l'environnement de l'enfant : famines, maladies, analphabétisme, exclusion etc.

Privilégiant le mutualisme fondé sur la reconnaissance, le partage des valeurs professionnelles et morales, l'OMAES puise fondamentalement ses forces, du respect de la philosophie d'intervention de ses partenaires et de la haute opinion qu'elle garde jalousement de son identité propre. Et cette vision cartésienne du partenariat qui voue un large crédit à l'excellence des rapports qui cimentent les forces multiples impliquées dans le développement de l'humanité, la conduit tout naturellement à souscrire à l'alliance avec toutes les organisations non gouvernementales nationales ou étrangères dont le comportement et l'action tendent à renforcer l'idéal de complémentarité juste et équitable.

En clair, l'OMAES refuse de partager toute collaboration n'obéissant pas à l'éthique de la gestion concertée et librement consentie dans l'égalité et le respect mutuel des différences. Ce refus délibéré répond à double souci :

1. Primo : Celui de pouvoir garder tout le long de l'exécution de tel ou tel projet sa liberté d'action et sa personnalité entière, condition première et indispensable à une meilleure réussite de l'action entreprise.
2. Secundo : Celui de ne jamais perdre de vue le cadre approprié en dehors duquel toute tentative d'apporter aide et assistance aux populations démunies se réduirait à une politique avilissante demeurant, à court et à long terme, peu favorable à l'émergence d'initiatives créatrices à la base.

La poursuite de la pertinence dans la méthodologie et la préférence du réalisme des actes qui ont toujours caractérisé l'OMAES, concurrent de plus en plus à faire des résultats éloquents qu'elle acquiert, le référentiel en matière de développement communautaire. Le choix du septentrion malien (régions de Mopti et Tombouctou) comme zone spécifique d'intervention, procède d'une part de la foi inébranlable de l'OMAES en l'avenir prometteur de ces contrées aux énormes potentialités et d'autre part de son profond et indéfectible engagement à participer effectivement à la réhabilitation de cette «partie frustrée» de la nation malienne que les calamités naturelles achèvent d'enfoncer dans les affres de l'oubli. Et dans le souci d'insuffler une dimension plus nationaliste à son action de développement, l'OMAES, par le biais des programmes appropriés axés sur la réalisation des actions d'éducation, de santé, de gouvernance, d'infrastructures socio-éducatives, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire, l'initiation à l'épargne/crédit pour micro- entreprises féminines, a étendu sa politique sectorielle d'assistance aux populations des régions de Kayes, et Ségou.

Fougue juvénile des uns et intuition poussée de la mesure des autres, se fondant habilement dans une symbiose largement avantageuse, confèrent au groupe OMAES le pragmatisme des pionniers d'avant garde et la notoriété des organisations humanitaires de première heure. Cette solide et harmonieuse union de forces physiques, morales et professionnelles engendrée au prix de plus de deux décennies de labeur ininterrompu, de critiques et d'auto-critiques sans ménagement, de clairvoyance enfin, permet à l'OMAES d'offrir une participation de taille à la création toute plate forme servant de socle aux stratégies de développement durable, intégré et auto centré.

Profondément convaincue que le chemin de la liberté de l'homme passe par sa capacité à maîtriser et valoriser son environnement, l'OMAES a tôt fait de concevoir une politique de formation et d'éducation destinés à faire prendre conscience à l'homme, d'abord de toutes les capacités productrices qui sommeillent en lui et ensuite de la nécessité et du devoir pour lui de convertir celles ci en énergies pouvant être vecteur de la transformation qualitative et quantitative de son cadre de vie. C'est justement cette philosophie du «aide toi le ciel t'aidera» qui explique toute la grandeur de la vocation de l'OMAES. Celle là même qui vise à doter l'enfant et tous ceux qui se trouvent impliqués de loin ou de près dans sa promotion, de moyens sûrs et divers capables de favoriser son développement dans toutes ses potentialités.

Le grave déséquilibre que l'humanité continue de connaître dans son évolution, pourrait un jour ou l'autre être fatal aux pays nantis si des programmes multiformes d'assistance et de développement adapté n'étaient conçus à l'intention des régions les plus démunies. Les incessantes vagues d'émigration, syndrome de cette inégalité du développement, en constituent une menace permanente.

L'action de l'OMAES, dans toute sa dimension humaine, tente d'être un apport de qualité à la recherche de solution adéquate à ce phénomène, de nos jours très préoccupant. C'est ainsi que son agenda s'illustre bien d'un certain nombre de faits qui, ayant suscité engouement et satisfaction entière par leur exemplarité, n'en finissent pas de faire des émules.

a) Stratégie et des modalités de mise en œuvre, la participation des populations dans la définition et la mise en œuvre des projets :

Tous les projets exécutés par l'OMAES sont des volets des programmes locaux, régionaux et nationaux de développement des zones concernées. Sur cette base pour chaque projet d'envergure locales, l'OMAES effectue d'emblée des enquêtes socio-économiques et participatives auprès des villages, groupements concernés sur la pertinence des activités, l'adhésion des populations, leur contribution, la programmation, la planification des activités et les résultats escomptés. Aussi, elle se fonde sur les études préalablement effectuées par les structures de préparation des programmes nationaux de développement à l'instar par exemple du PACR, du PIDRN les Programmes USAID/Gouvernement etc. Ainsi, ensemble les représentants, les responsables des communautés du développement local, les bureaux de gestion des projets nationaux et l'OMAES discutent sur le contenu des programmes, les missions tant sur les données de base que sur les objectifs à atteindre, les activités à mener, les responsabilités, les modalités de gestion et les résultats quantitatifs et qualitatifs escomptés.

C'est après ce travail de concertation, que le projet est porté aux sources de financement intéressées et démarre. Pour le démarrage, une mission de préparation et de mise à niveau dans certains cas se rend sur le terrain pour non seulement discuter, formaliser la collaboration avec les communautés et mettre en place les préalables physiques pour l'installation des

bureaux et des équipes de travail. Suite à ces préalables, nous procédons au lancement du programme sur les lieux où vont s'exécuter les activités.

Par ailleurs nous privilégions autant que possible et dans l'intérêt du projet, le partenariat Sud-sud avec les ONG nationales dans le but de mettre en valeur leurs compétences et d'en bénéficier.

b). Gestion organisationnelle des activités de L'OMAES :

Modalité d'Organisation des Activités :

Une fois la demande d'appui à une initiative est acceptée, le programme est défini et élaboré conjointement avec les structures locales et les engagements d'exécution et de conduite du programme sont signés entre d'une part l'OMAES et les Partenaires techniques et financiers et d'autre part entre l'OMAES et les Responsables des communautés bénéficiaires sous le visa de l'autorité administrative de l'État et des collectivités décentralisées. Dès lors un planning de démarrage trimestriel ou semestriel des activités est élaboré par les techniciens et structures communautaires en place. Ce planning est soumis à l'appréciation des ayants droit dans le cadre d'une structure mixte de coordination du programme.

Le suivi et la supervision des plans d'action sont assurés par des comités d'orientation ou consultatif composés des élus, des Représentants des communautés, des services techniques de l'État et de l'OMAES aussi bien au niveau du terrain qu'au niveau de l'OMAES et de ses partenaires à travers des rencontres de travail trimestrielles ou semestrielles et des missions conjointes de suivi.

Une évaluation interne est faite à chaque fin de planification annuelle selon la nature du projet. Une évaluation extérieure et des audits techniques et financiers ont lieu à chaque fin de projet en collaboration avec les Partenaires d'exécution et financier.

Au cas où s'est suite à un appel d'offre, nous préparons notre soumission conformément aux avis et spécifications et nous les soumettons. Pour ce cas de figure, nous ne postulons que pour les zones où nous intervenons et le suivi et la supervision des actions sont assurés par les antennes des bureaux de gestion du projet les représentants du ministère tutelle du projet; les représentants des collectivités locales, des Représentants des communautés, les autres services techniques de l'État concernés et les structures de gestion de l'OMAES.

Liaison entre l'OMAES et les Structures de l'administration Locale

L'OMAES, dans toutes ses activités collabore étroitement avec les conseils communaux, les conseils de village ou de quartiers et les services techniques et administratifs de l'État sur place et directement concernés par le projet. Toutes les initiatives de développement prises en charge par l'OMAES constituent des volets des programmes communaux; régionaux ou nationaux de développement.

Système de Suivi et de Contrôle :

Les comités de coordination ou consultatif de projet assurent la supervision et le contrôle d'exécution des activités. Tout de même, l'équipe terrain assure quotidiennement le suivi du déroulement des activités avec les populations et les représentants des conseils communaux. Des visites bimensuelles, trimestrielles et semestrielles sont effectuées par le siège ou par les autres partenaires de manière conjointe. En cas de projets exécutés en consortium, un comité des partenaires en définit les orientations et en assurent la coordination des actions. Pour les

projet faisant l'objet d'appel d'offre le système de suivi et évaluation est décrit par le chapitre « Modalité d'Organisation des Activités »

Procédure d'exécution :

Toute la procédure d'exécution est définie dans le chapitre I (partie méthodologie) et dans les Protocoles d'accord de conduite de projet que nous élaborons et signons avec les Responsables des communautés; communaux; les bureaux de gestion des projets nationaux et éventuellement avec les responsables des ONG partenaires ou les responsables chargés de la gestion des projets. Chaque partie respecte ses engagements pour une bonne exécution des initiatives de développement à la base.

Calendriers :

Au cas où c'est des projets typiquement OMAES, ils sont établis en fonction des possibilités et de la disponibilité des Communautés villageoises encadrées, par exemple : pour les infrastructures, la période d'exécution se situe entre Janvier et Juin de l'année ; pour le maraîchage, d'Octobre à Mars ; pour les cultures sèches ou flottantes Juin - Septembre etc. Pour les projets issus d'appel d'offre, les planifications respectent le calendrier du projet.

Tous les projets initiés à la base et acceptés par l'OMAES sont des projets à moyen et à long terme. Leur durée va de 1 à 5 ans renouvelables dans beaucoup de cas.

INTRODUCTION

1.2 Énoncé du contexte

1.2.1 Contexte des actions de l'OMAES :

Situation physique :

Les zones d'interventions de l'OMAES sont diverses. Partout où notre ONG a senti la nécessité d'agir, elle a agit et cela compte - tenu de ses moyens. C'est ainsi que l'OMAES a été présente dans les régions de Tombouctou, Mopti, Ségou, Kayes et Sikasso. Les caractéristiques communes à ces différentes zones sont :

- un climat tropical sec avec des précipitations très insuffisantes sauf dans la région de Sikasso;
- des difficultés d'approvisionnement suffisant en eau potable ;
- une paupérisation et une désertification accrue ;
- des conditions d'éducation scolaires et sanitaires insuffisantes avec un revenu très bas ;
- une sécurité alimentaire précaire;
- une accessibilité difficile. Il faut évidemment déplorer le manque d'infrastructures routières rurales, l'insuffisance des moyens de transport qui constituent des handicaps sérieux dans la mise en œuvre de nos actions.

Comme conditions favorables à nos actions, nous pouvons certainement citer :

- L'engagement des communautés pour une décentralisation réussit
- le désir quasi général des populations cibles à lutter contre la pauvreté pour améliorer leur condition de vie ;
- la crédibilité de l'OMAES ;
- l'appui et la confiance de nos partenaires au développement ;
- le développement de la démocratie et de la société civile ;
- la décentralisation administrative et sectorielle;
- les potentialités naturelles;
- la disponibilité des autorités locales à accompagner nos actions.

Situation humaine et économique :

Les actions poursuivies et entreprises par l'OMAES ont toujours été dirigées en général vers les populations rurales plus particulièrement vers des groupes les plus vulnérables et les plus pauvres : les enfants, les femmes et les familles démunies, très éprouvés par les aléas naturels et humains. C'est ainsi qu'à travers tous les projets cités ci hauts, les bénéficiaires et groupes cibles (enfants, femmes, agriculteurs et éleveurs) vivant dans les mêmes conditions de pauvreté.

La situation économique de toutes les populations encadrées à travers les projets exécutés et en cours d'exécution est mauvaise. Il s'agit, dans la majeure partie des cas : d'enfants et de femmes malnutris, mal soignés, insuffisamment scolarisés ou alphabétisés et des paysans (nes) dont les principales activités sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et le petit commerce rudimentaires et qui dans la plus part des cas participent peu à la gestion des affaires publiques. Il va de soi que le revenu de ces populations soit des plus bas avec des aléas

climatiques majeurs. Dans tous les cas, c'est l'état de pauvreté qui justifie et rend nécessaire notre intervention.

Situation administrative et participative :

Tous les villages ruraux encadrés par l'OMAES ont les mêmes situations administratives. Au niveau des villages, nous avons eu à collaborer avec les organisations communautaires de base et socio professionnelles : conseils de village, les CGS/APE, ASACO, les mutuelles, les comités de gestion, associations, groupements communautaires, organisations paysannes et d'éleveurs mais aussi avec les individus comme c'est le cas des femmes chef de famille dans l'application et l'exécution des activités de développement. Cependant suivant la nature des projets, les structures de gestion villageoise ont été mis en place ou renforcé pour gérer les activités quotidiennes de développement en collaboration avec les techniciens recrutés en service dans nos projets et des services techniques de l'Etat.

Rappel de notre du cadre stratégique d'intervention

Mission du cadre stratégique

Ce présent programme se donne comme mission principale le renforcement de la Société Civile pour une meilleure gouvernance locale dans les domaines de l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire.

Objectifs du cadre stratégique

- Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation formelle et non formelle dans l'équité
- Améliorer l'accès et la qualité en matière de la santé reproductive et promouvoir les activités préventives en matière de Sida ;
- Développer l'entreprenariat rural ;
- Améliorer durablement la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) des enfants et des communautés au niveau local
- Renforcer les capacités de la société civile en influençant des politiques en matière d'éducation, de santé ; de sécurité alimentaire au niveau local et de défense des droits des enfants
- Contribuer au développement des capacités et à l'emploi des jeunes afin qu'ils jouent correctement leur rôle dans la société.

Domaines D'intervention :

Durant les trois (3) prochaines années, compte tenu de tous les défis, des contraintes et des opportunités au niveau national et au niveau de l'OMAES elle même ci dessus brossé, l'OMAES à travers la Gouvernance locale a retenu l'Education ; la Santé/VIH Sida ; la Sécurité Alimentaire et le développement rural comme domaines prioritaires d'intervention ; facteurs de prévention et de réduction de la pauvreté et de promotion de l'enfance et de la jeunesse.

Zones D'intervention

Compte tenu de son expérience et de sa connaissance du milieu, l'OMAES interviendra prioritairement à Kayes, Ségou, Mopti, Tombouctou et Sikasso.

Les Projets de l'OMAES dans les objectifs du plan national de développement du Mali : Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la Pauvreté (CSCR) :

Suivant notre plan stratégique et conformément au CSCR 2007-2011, nos actions ont vocation à se renforcer mutuellement pour atteindre l'objectif central la réduction de pauvreté :

- Le renforcement du secteur social ;
- Le développement rural et du secteur productif ;
- L'appui pour la poursuite et la consolidation des réformes structurelles ;
- Le développement des infrastructures ;

Pour ce faire nous développons des actions pour :

- ü Le renforcement et le développement des capacités des Communautés rurales d'avec leurs structures et des collectivités locales pour une sécurité alimentaire assurée des populations conformément au droit inaliénable à la nourriture pour tous ;
- ü Le développement de l'éducation de base en milieu rural en vue de contribuer de manière significative à une bonne gouvernance de l'éducation à travers l'appui à la décentralisation de l'éducation; l'augmentation du taux de scolarisation des enfants, particulièrement des filles et à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans l'équité à travers l'amélioration des apprentissages;
- ü Le renforcement et le développement des capacités de tous les acteurs (élus, société civile, secteur privé, services techniques et les femmes) au niveau local pour une gouvernance locale plus dynamique et partagée dans le cadre de la décentralisation pour un développement soutenu par tous;
- ü Le développement économique à travers le développement de l'entrepreneuriat rural et le développement des activités génératrices de revenus pour un développement rural endogène;
- ü Le développement social et le renforcement de la solidarité au niveau rural pour une lutte plus structurée contre la pauvreté;
- ü Le développement des infrastructures rurales de production pour une sécurité alimentaire assurée des populations;
- ü le développement des capacités des femmes et des jeunes pour une participation accrue dans la gestion des affaires communautaires et publiques.

Ces projets qui sont mis en œuvre par l'OMAES s'inscrivent parfaitement non seulement dans nos objectifs propres conformément à son cadre stratégique d'intervention mais aussi au cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté au Mali qui est l'expression ultime de la politique économique et sociale nationale de lutte contre la pauvreté.

Les actions de l'OMAES dans les objectifs des secteurs concernés :

a) **Le secteur social**

EDUCATION :

Dans le domaine de l'éducation de base, nous avons poursuivi : la mobilisation des parents autour de l'école; la création des centres de développement pour la petite enfance; le renforcement des capacités des structures communautaires de gestion de l'école, dans les cercles de Ségou, Markala, Niono, Fana et Dioila (Ségou), Koumantou (Sikasso), dans le cercle de Bafoulabé (Kayes), dans les cercles de Mopti, Djenné et Sevaré (Mopti), cercle de Tombouctou (Tombouctou) et le cercle de Gao (Gao) ainsi que l'alphabétisation des communautés.

Aussi, L'OMAES envisage une communauté éducative qui cherche collectivement une éducation de qualité pour tous, qui repose sur trois supports essentiels ; à savoir : le Gouvernement, l'École et la Communauté afin qu'à un horizon très proche, elle contribue de manière significative à ce que tous les enfants maliens acquièrent les compétences fondamentales en lecture et en calcul. C'est la raison d'être du projet de Développement d'un Mécanisme Indépendant d'Évaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali et du Projet d'Évaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali « Bèkongo » dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao pour développer et promouvoir une méthode simple d'évaluation des compétences fondamentales en lecture et en calcul pour les enfants¹ de 6 à 14 ans, obtenir des données compréhensibles sur les compétences d'apprentissage au niveau national et local, collecter des informations sur les facteurs environnementaux favorisant ou défavorisant l'apprentissage de l'enfant (conditions de vie de l'enfant en famille et au village, conditions d'apprentissage à l'école, financement de l'école, disponibilité et qualité du matériel scolaire, présence d'enseignants...), provoquer des débats publics autour des résultats de l'évaluation et stimuler le dialogue et la pression publique sur les autorités éducatives afin d'améliorer la qualité de l'éducation en fonction des résultats des apprentissages.

Dans le domaine de la promotion de la Gouvernance partagée, nous avons poursuivi nos efforts de : renforcement des capacités de la société civile dans tous les domaines; la promotion de la femme rurale en renforçant ses capacités institutionnelles et organisationnelle et politiques pour une meilleure gestion de leurs propres unités de production, une participation plus accrues dans la gestion des affaires communautaires et publiques.

b) **le développement rural et du secteur productif**

Sécurité Alimentaire

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, nous avons entamé un programme pilote de renforcement des capacités des communautés rurales dans la définition et l'adoption de politiques de sécurité alimentaire durable respectant la stratégie nationale de sécurité alimentaire mais accès sur les potentialités et réalités de la Commune. Dans cette lancée, nous avons poursuivi le renforcement des capacités des structures communautaires de gestion dans la mise en œuvre de l'entrepreneuriat rural comme les unités de production de beurre de Karité, la minoterie, production de la pâte d'arachide; noix de cajou; séchage de mangue etc des activités génératrices de revenus : jardins maraîchers; du petit élevage; banques de céréales et PME/PMI et de suivi nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans.

Secteur de l'économie rurale :

La mise en valeur des potentialités agricoles, la lutte pour l'auto - suffisance alimentaire et la sécurité alimentaire à travers les aménagements de petits périmètres maraîchers; les banques de céréales; le petit élevage familial ont été des volets importants dans ce secteur.

Dans le domaine d'appui aux investissements d'initiatives communautaires, nous avons entamé la mise à niveau, l'information, la mobilisation et l'appui à l'identification d'initiatives porteuses et la mise en œuvre et la consolidation des micro projet tant productifs que socio collectifs des organisations communautaires et socio-professionnelles de base comme les centres de santé communautaires, Écoles communautaires, Maternités et dispensaires, banques de céréales, hydraulique villageoise, aménagement de piste rurales etc.

c) La consolidation des reformes structurelles :

L'appui aux collectivités locales et aux services techniques déconcentrés ont été au cœur de nos activités dans les domaines de l'éducation, de la sécurité alimentaire, du développement des infrastructures sociales et des investissements d'initiatives socio collectifs et communautaires. On peut noter l'appui à la maitrise d'ouvrage, concertations permanentes avec les organes des collectivités et les communautés, la coordination des actions de développement, l'identification des besoins d'investissements socio collectifs et productifs, l'exécution, l'exploitation et la gestion des infrastructures réalisées, la mise en place ou la restructuration des organes de gestion des investissements réalisés.

d) Le développement des infrastructures :

Un autre créneau a été aussi le développement des infrastructures tel que les aménagements de petits périmètres villageois, centres de santé communautaire, écoles communautaires, maternités et dispensaires, banques de céréales, hydraulique villageoise, aménagement de piste rurales etc.

I. IDENTIFICATION DES PROGRAMMES/ PROJETS

Introduction du programme :

Le présent rapport fait état des activités menées par l'OMAES courant l'année 2011 et qui est pour nous la continuation de notre lutte inlassable contre l'insécurité alimentaire à travers le Projet de Gouvernance Partagée pour une Sécurité Alimentaire (PGPSA), le Projet de sécurisation alimentaire familiale et communautaire dans le cercle de Niafunké PSSAFACO phase II. Ces programmes connaissent tous une reconduction des actions dans les mêmes zones

Dans le cadre de l'éducation, nous avons mis l'accent sur l'accès à l'école des enfants, particulièrement des filles par la mobilisation des parents et de tous les autres acteurs autour des projets d'écoles pour une amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation. Pour ce faire, les autorités scolaires (APE, Enseignants) ont bénéficié des actions de renforcement des capacités leur permettant de jouer pleinement leurs rôles de parents et d'éducateurs. Avec l'appui de l'UNICEF et de HEWLET, l'OMAES a pu réaliser ses ambitions de contribuer à l'éducation des enfants ruraux pour leur épanouissement et leur promotion. Aussi, nous avons entrepris avec les partenaires AED, EDC et RTI un Programme d'Appui à la Décentralisation Déconcentration de l'Education- Participation Communautaire (PRADDE-PC) au MEALN avec le financement de l'USAID. Ce Programme envisage travailler dans 10 CAP, 75 Comunes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao. Aussi, l'OMAES a entamé des actions pour l'amélioration de la qualité de l'éducation en mettant l'accent sur les résultats des apprentissages scolaires à travers le Programme d'évaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali « Bèkungo »

Sur le plan de la santé, nous avons mis l'accent sur le plaidoyer pour la lutte contre le paludisme dans la région de Mopti.

Sur le plan développement communautaire pour une lutte plus soutenue contre la pauvreté, nous avons entrepris à travers les Projets d'appui aux communautés rurales (PACR) et le Projet d'Investissement et de développement Rural des Régions du Nord Mali (PIDRN), de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales des Régions de Sikasso et de Tombouctou, notamment accroître les revenus des populations rurales à travers le financement d'investissements d'initiatives productives. Aussi par rapport à l'ancrage de la gouvernance, nous œuvrons pour asseoir une gouvernance partagée dans les collectivités locales des régions dans lesquelles nous travaillons.

Ainsi, nous pensons que la mise en œuvre de tous ces programmes permettra certainement aux populations bénéficiaires particulièrement les couches vulnérables de tirer le maximum de profit pour l'amélioration de leur condition de vie qui est un de nos objectifs cardinaux.

RAPPEL DU PROGRAMME 2010 :

1. Projet de sécurité et de sécurisation alimentaire familiale et Communautaire dans le cercle de Niafunké (PSSAFACO) ;
2. Projet de Gouvernance Partagé pour une Sécurité Alimentaire (PGPSA) ;
3. Projet d'appui aux communautés rurales dans la Région de Sikasso (PACR);
4. Projet de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du Programme Education de Base et Equité dans les CAP de Sévaré ; Djenné ; Koro et Bankass (EBE) ;
5. Programme d'Investissement et de Développement Rural des Région Nord du Mali (PIDRN) ;
6. Le Projet de Plaidoyer pour la Lute contre le Paludisme au Mali: « La voix du Mali »
7. Le Programme commun des organisations partenaires d'ICCO ;
8. Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou ;
9. Projet Gestion des Ressources Naturelles (PGRN/ Niafouké) ;
10. Projet d'Appui à la décentralisation déconcentration de l'Education PRADDE-PC ;
11. Projet de Développement d'un Mécanisme Indépendant d'Evaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali
12. Projet d'Evaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali
« Bèkungo »

PROGRAMME 2011 :

1. Projet de sécurité et de sécurisation alimentaire familiale et Communautaire dans le cercle de Niafunké (PSSAFACO) ;
2. Projet de Gouvernance Partagé pour une Sécurité Alimentaire (PGPSA) ;
3. Projet d'appui aux communautés rurales dans la Région de Sikasso (PACR);
4. Projet de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du Programme Education de Base et Equité dans les CAP de Sévaré ; Djenné ; Koro et Bankass (EBE) ;
5. Programme d'Investissement et de Développement Rural des Région Nord du Mali (PIDRN) ;
6. Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou ;
7. Projet Gestion des Ressources Naturelles (PGRN/ Niafouké) ;
8. Projet d'Appui à la décentralisation déconcentration de l'Education PRADDE-PC ;
9. Projet de Développement d'un Mécanisme Indépendant d'Evaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali
10. Projet d'Evaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali
« Bèkungo »

2.1. Localisation :

Région de : Tombouctou,

Cercle de : Niafunké

Commune de : Banikane, Koumaïra et Soboundou

Village de : Kobé;; Katchi; Badiéno; Kossambangou; Koyam; Gorom ; Hammakoira ; Kalandia ; Gombatou ; Sibonné ; Dagodji ; Goundam Touskel ; Baby ; N’Goro ; Horé Céno ; Wako ; Kam ; Gagalati ; Bandé ; Ban en somme dans 20 villages des communes de Banikane (6 villages) Koumaïra (7 villages) Soboundou (7 villages)

2.2. Titre : projet sécurité sécurisation alimentaire familiale et communautaire dans le cercle de Niafunké (PSSAFACO)

2.3. Budget

Budget Prévu du Projet pour 2011 : 69 119 501 FCFA

Dépenses effectuées 2011 : 64 613 405 FCFA

2.4. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

1. Au moins 6 tonnes de céréales sont disponibles en permanence dans chaque banque de céréale (20 au total) et au moins 9.302 personnes accèdent aux céréales.
2. Trois cent (300) ménages disposent d'au moins quatre têtes d'animaux bien entretenus dont la production laitière couvre 40% des besoins en lait des enfants.
3. Vingt (20) ha de périmètres maraîchers exploités par 600 ménages dont la production couvre 10% des besoins alimentaires
4. Au moins 80% des enfants de 0 à 5 ans malnutris sont récupérés et 100% des relais nutritionnistes maîtrisent les techniques de suivi nutritionnel.
5. 100 % des associations sont fonctionnelles dont 100% des membres sont formés en alphabétisation et en gestion et poursuivent les activités après Le projet
6. 100% des membres des conseils communaux des trois municipalités sont formés en planification / suivi des actions de sécurité alimentaire et prévention des crises alimentaires.

2.5. Les résultats atteints

- Dix huit (18) banques de céréales sont construites.
- 82, 28 % des 240 ménages ne prenant pas les 3 repas par jour pendant les 12 mois de l'année, parviennent à les prendre.
- 100% des 240 ménages encadrés par le projet préparent la bouillie enrichie chaque jour suite aux démonstrations culinaires publiques, les relais suivent cette préparation de la bouillie enrichie au niveau de tous les villages encadrés
- 100% des 24 villages encadrés disposent de nos jours d'un stock de céréale pour alimenter les banques.
- Les populations des 24 villages encadrés (soit 80% de la population des 3 communes d'intervention) disposent de céréales d'où 100% de taux de réalisation

- Le taux de malnutrition sévère est réduit de **14,09%** sur 20% prévu soit un taux de réalisation de 70,45%

2.6. Ecart

Le taux de malnutrition modérée est réduit de **18,30%** sur 20%. Prévu soit un taux de réalisation de 91,15%

L'écart s'explique par le nombre d'enfant ayant dépassé l'âge de 5 ans ; le nombre d'enfants absents du village au moment des pesées, le nombre d'enfants suivi et décédés

2.7. Partenaire son apport au projet : l'apport de ICCO_a été surtout financier avec des actions de suivi, supervision et d'évaluation

2.8. Bénéficiaires : 300 familles (enfants et femmes chefs de famille) de 20 villages

La liste des réalisations

1. Communes	2. Réalisation/ activités				
	Banques de céréales	Petit élevage	Maraîchage	suivi nutritionnel	Renforcement des capacités des communautés
3. Soboundou	<p>Sept (7) banques de céréales ont été construites.</p> <p>Sept (7) gérants de banques formés et outillés</p> <p>Sept (7) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet près de 7 tonnes dans chaque banque</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont tenues une assemblée générale pour fixer les prix des céréales</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont commercialisé les céréales</p>	<p>Quatre vingt dix huit (98) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés suite aux enquêtes nutritionnelles 2007 ;</p> <p>Les associations d femmes disposent de 638 têtes à la fin du projet;</p> <p>Quatorze (14) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture formés sont opérationnels ;</p> <p>Six (6) périmètres de Bourgouculture sont exploités.</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village et pratiquent le maraîchage;</p> <p>Sept (7) périmètres maraîchers sont exploités ;</p> <p>Une campagne hivernale est réalisée chaque année ;</p> <p>Sept (7) jardins maraîchers sont productifs dans les 7 villages encadrés par le programme</p> <p>Six (6) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle sont réalisées</p> <p>Sept (7) hangars sont réalisés</p> <p>Quatorze (14) relais nutritionnistes formés sont opérationnels</p> <p>Sept séances de démonstration culinaire et d'IEC/Santé sont tenues dans chaque village</p> <p>Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet</p>	<p>Sept (7) associations identifiées disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Sept (7) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Quatorze formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p> <p>Sept (7) centres alpha ont été ouverts et tenus par les formateurs villageois</p>
4. Koumaira	<p>Cinq banques de céréales ont été construites.</p> <p>Sept (7) gérants de banques formés et outillés</p>	<p>Quarante vingt dix huit (98) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés;</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village et pratiquent le maraîchage;</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle auprès des enfants de 0 à 5ans a été</p>	<p>Sept (7) associations identifiées disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et</p>

	<p>Cinq (5) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet près de 7 tonnes dans chaque banque</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont commercialisé les céréales</p>	<p>Les associations de femmes disposent de 736 têtes à la fin du projet;</p> <p>Quatorze (14) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture formés sont opérationnels;</p> <p>Cinq (5) périmètres de Bourgouculture sont exploités dans les sept villages bénéficiaires,</p>	<p>Sept (7) jardins maraîchers sont productifs dans les 7 villages encadrés par le programme</p> <p>Une campagne hivernale est réalisée chaque année ;;</p> <p>Sept (7) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels au niveau de la commune.</p>	<p>réalisée</p> <p>Sept (7) hangars sont réalisés totalement par les bénéficiaires</p> <p>Quatorze (14) relais nutritionnistes formés sont opérationnels</p> <p>Sept (7) séances de démonstration culinaire et d'IEC /Santé sont tenues dans chaque village</p> <p>Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet</p>	<p>un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Sept (7) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Quatorze (14) formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p> <p>Six (6) centres alpha ouverts sont tenus par les formateurs villageois</p>
<p>5. Banikane-Narhawa</p>	<p>Six (6) banques de céréales ont été construites.</p> <p>Six (6) gérants de banques formés commercialisent dans leurs banques</p> <p>Six (6) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet 5 747 000 FCFA</p> <p>Six (6) associations villageoises ont</p>	<p>Quarante vingt quatre (84) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés;</p> <p>Les associations d femmes disposent de 777 têtes à la fin du projet;</p> <p>Douze (12) relais chargés d'élevage formés sont opérationnels;;</p> <p>Cinq (5) périmètres de Bourgouculture sont exploités dans les sept villages bénéficiaires</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village;</p> <p>Six (6) périmètres maraîchers sont productifs dans les 7 villages encadrés par le programme;</p> <p>Une campagne hivernale est réalisée chaque année ;</p> <p>Six (6) jardins maraîchers sont fonctionnels</p> <p>Cinq (5) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels au niveau de</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle auprès des enfants de 0 à 5ans a été réalisée</p> <p>Six (6) hangars sont réalisés totalement par les bénéficiaires</p> <p>Douze (12) relais nutritionnistes ont été identifiés et formés</p> <p>Six (6) séances de démonstration culinaire et d'IEC/Santé sont tenues dans chaque village</p>	<p>Six (6) associations ont été identifiées.</p> <p>Six (6) associations disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Six (6) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Douze (12) formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p>

	commercialisé les céréales	la commune.	Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet	Six (6) centres alpha ouverts sont tenus par les formateurs villageois
--	----------------------------	-------------	-------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------

2.9 Durée du projet : 2010-2012

2.1 Localisation :

Région de: Tombouctou, Mopti, Ségou et Kayes dans 7 cercles et 18 communes de Tombouctou et Mopti : Léré et Dianké (cercle de Niafunké), Tindirma et Haibongo (cercle de Diré) N'dodjiga et Dirma (cercle de Youwarou)

Région de Kayes : Bankassi, Guidimakan Kérikafo, Khaloum, Kémenetambo, Gory Gopela, Gouméra (cercle de Kayes, Région de Kayes)

Région de Ségou : Bènèna, Sanikuy (cercle de Tominian), Yangasso, Kémeni (cercle de Bla), N'Gara, Cinzana (cercle de Ségou)

2.2 Titre : Projet pour une Gouvernance Partagée de la Sécurité Alimentaire (PGPSA)

Budget Prévu du Projet pour 2011 : 90 349 875 FCFA

Dépenses effectuées 2011: 73 054 769 FCFA

Résultats attendus

A court terme

- Au moins trente six (36) thèmes de lobby plaidoyer sont identifiés dans le domaine de la sécurité alimentaire, insérés dans les programmes de développement économique, social, culturel, mis en œuvre et suivis.
- 2. Dix huit (18) plateformes communales de sécurité alimentaire soit environ 360 personnes connaissent et appliquent les techniques (élaboration et mise en œuvre des plans de campagne) de lobby/plaidoyer.
- 3. Au moins neuf (09) visites d'échanges sont organisées entre anciennes et nouvelles plateformes afin de renforcer la capacité de réplification du projet par les nouvelles plateformes communales de sécurité alimentaire.
- 4. Une fois par an chaque commune procède à la présentation de son plan et bilan annuel en matière de sécurité alimentaire afin d'en assurer une bonne gouvernance.
- 5. La démarche du projet est utilisée par d'autres acteurs au niveau national, régional, local et communal à travers les activités de dissémination et de capitalisation.

A moyen terme

L'effet du projet est d'augmenter d'au moins 10% les investissements dans le domaine de la sécurité alimentaire en vue d'améliorer la situation alimentaire au niveau communal.

A long terme

L'impact souhaité est la résolution durable des problèmes de sécurité alimentaire dans les localités concernées par le programme.

Les résultats atteints en 2010

- ü Trois cent quarante sept (347) membres des plateformes sont capables de conduire une trajectoire de lobby/plaidoyer et 29 thèmes de lobby ont été insérés dans les plans communaux de développement et sont en cours de réalisation. La mise en place des plateformes contribue **à l'éveil de conscience** des populations quant à leur capacité d'influencer les politiques communales de sécurité alimentaire. Suite au plaidoyer des plateformes, la Gouvernance a été fortement améliorée dans la gestion des infrastructures/investissements de sécurité alimentaire.

- ü Les comités de gestion ont été soit mis en place soit redynamisés et outillés au niveau des infrastructures/investissements de sécurité alimentaire : ISA (forages d'eau, adduction d'eau, banques de céréales, marchés hebdomadaires, périmètres maraîchers) dans l'ensemble des 12 communes.
- ü Toutes les 12 communes cibles ont présenté publiquement (lors d'un forum communal) leur bilan de réalisations en matière de sécurité alimentaire en 2010 et 2011.
Les autorités communales et les membres des plateformes et ont pris conscience de la nécessité de changer la façon de gérer les infrastructures/ investissements. Cette nouvelle façon de gérer porte sur : l'implication de tous les acteurs dans la planification et la mise en œuvre des actions de sécurité alimentaire, le devoir de redevabilité (rendre compte) aux populations communales, la responsabilité et le sens de la citoyenneté pour une gestion durable des investissements de sécurité alimentaire.
- ü L'amélioration de la confiance entre élus municipaux et communautés. Ce mécanisme démocratique est l'un des effets escomptés du Projet pour une Gouvernance Partagée de la sécurité alimentaire qui s'investit à ce que les communes aient en leur sein, un système de gestion saine, transparente et participative. C'est ainsi que ces communes disposent de mécanisme de présentation/restitution publique du compte administratif de l'ordonnateur (Maire). Pendant cette session publique à laquelle participent l'ensemble des acteurs de développement de la commune, le Maire présente le rapport bilan annuel de la commune et les contribuables l'interpellent et font des observations, commentaires et posent des questions de compréhension sur les aspects qui leurs paraissent confus, incorrects ou insatisfaisants vis-à-vis des textes de gestion de la commune. Ce mécanisme démocratique permet aux citoyens de se sentir concernés et responsables du développement de la commune et de donner leurs avis sur les grands dossiers.

En terme de défis dans la gestion des infrastructures/investissements de SA on peut noter :

- La résistance de certains villages à la mise en place du comité de gestion de la pompe ou de l'adduction d'eau, à la mise en place du système de cotisation ou de vente d'eau pour prévoir les réparations
- La difficulté pour certaines communes à mettre en œuvre les thèmes de lobby/plaidoyer en SA.
- La mauvaise pluviométrie qui a sérieusement perturbé les récoltes de 2011 compliquant ainsi l'approvisionnement des banques de céréales
- Insuffisance de céréales dans les communes
- Non remboursement des crédits céréaliers par les populations dans certaines communes
- La récupération de la plateforme par les politiques.

Après deux années d'activités nous pouvons noter que la mise en place des plateformes et de commissions de travail sécurité alimentaire au niveau de chaque commune est un indicateur de changement. En effet, la mise en place de ces organisations de la société civile communale contribue à **l'éveil de conscience** des populations quant à leur capacité d'influencer les politiques communales de sécurité alimentaire.

Fonctionnalité des plateformes communales

Depuis mars 2011, le programme a connu une restriction budgétaire de plus de 40% entraînant ainsi la fermeture du programme dans les 06 communes de la Région de Tombouctou et la réduction des activités dans les autres régions.

Les plateformes ont toutes élaboré leur statut et règlement et les ont adoptés en Assemblée générale. La mission de la plate forme et les attributions des membres du comité de gestion sont bien comprises par les membres du Comité de gestion et le conseiller communal point focal SA. Tous les membres de la plate forme communale de SA se retrouvent en Assemblée générale (AG) une fois par trimestre dans la plupart des cas et spécifiquement par semestre (Plate forme de Yangasso). Le Comité de Gestion (CG) de la plate forme se réunit généralement une fois par mois et par trimestre à Yangasso. Les outils de gestion du CG tels que le cahier de PV de réunions et d'AG, le cahier de caisse, le cahier de cotisation existent et sont assez bien tenus dans l'ensemble. Les frais d'adhésion à la plate forme varient de 250 F à 1 000 F cfa selon les communes. Les cotisations sont mensuelles et varient aussi de 100 F à 250 F cfa. Les absences non motivées sont fixées à 100 FCFA. La subvention octroyée par le PGPSA aux plateformes a servi de fonds d'épargne crédit pour les membres. Elle est répartie entre les membres de la plate forme sous forme de crédit : 5 000 F cfa à 15 000 F remboursable au terme d'un ou trois mois avec un taux d'intérêt de 5%. Ce fonds qui se fructifie servira à assurer l'autonomisation de la plateforme en termes de prise en charge de ses dépenses de fonctionnement.

1. Formation des plateformes en techniques de lobby/plaidoyer et en vie associative

Il a été procédé à la formation de 347 membres des plate-formes aux techniques de lobby/plaidoyer et en vie associative afin de les rendre capables d'identifier et d'utiliser des techniques avec lesquelles ils peuvent informer, analyser et expliquer des politiques qui les concernent.

42 Thèmes de lobbying/plaidoyer en SA ont été identifiés, insérés dans les Programmes de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) et sont réalisés ou en cours de réalisation dont un thème transversal dans chaque commune (18 thèmes) portant sur l'amélioration de la gouvernance dans la gestion des infrastructures et investissements de sécurité alimentaire dont les résultats ont été présentés au point 1 du présent rapport.

Zone de Kayes : (13 thèmes dont 7 thèmes spécifiques et 6 thèmes transversaux)

1 - Commune De Kemeni Tambo :

Réalisation et fonctionnement de deux marchés hebdomadaires d'échanges à Dramané et Ambidédi Poste, par le conseil communal d'ici 2015. Le marché hebdomadaire d'échanges à Ambidédi Poste est créé par le conseil communal. Le site est prévu dans le nouveau morcellement. Il y a eu un recensement des personnes qui veulent une place dans le marché.

La Plate forme est entrain de faire pression pour que la mairie aménage rapidement tout le marché qui constitue une grande opportunité économique pour la commune.

2 - Commune De Guidimakan Kerikafo

Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, une banque secondaire de céréales à Sansangué d'ici 2015. Suite aux négociations entre la Plate forme et la mairie la banque secondaire de céréales de Sansangué a été créée. Elle sera dotée de fonds pour la mise en place du stock de départ au moment des récoltes

3- Commune De Gory Gopela :

Réalisation d'un puits à grand diamètre à Dag-Dag, par le conseil communal d'ici 2015.

Le puits à Grand diamètre de Dag Dag a été réalisé par la Mairie. L'adduction d'eau du chef lieu de la commune (Gory Gopela) est très bien gérée. Il y a plus 10 000 000 F cfa dans la caisse du Comité de gestion. La pompe de Mogoyafara est aussi bien gérée ; un seau d'eau est vendu à 5 F cfa.

4 - Commune De Koulhoun:

Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, de trois banques de céréales secondaires dans les villages de Loupourou, Saboucéding et Gabou, par le conseil communal, d'ici 2015. Le Maire a créé une banque secondaire de céréales dans les villages de Loupourou, Saboucéding et de Gabou qui seront dotés de fonds au moment des récoltes pour mettre en place des stocks de céréales.

5- Commune urbaine de Goumera :

Création et fonctionnement d'un marché hebdomadaire à Gouméra, par le conseil communal de d'ici 2015. Le Marché hebdomadaire est créé et aménagé par la mairie. C'est sa fréquentation qui pose problème d'abord. La plate forme envisage entreprendre des activités de sensibilisation pour amener les femmes et les hommes à occuper les places et y vendre.

6 – Bangassi Nango :

- Création et fonctionnement d'un centre de transformation des produits locaux à Bangassi Nango, par le conseil communal, d'ici 2015
- Réalisation de quatre forages dans les villages de Diguïdjan, Assessane hameau, Ponguel et Madnel, par le conseil communal d'ici 2015.

La réalisation d'un forage dans les quatre villages de Diguïdjan, Assessane hameau, Ponguel et Madnel se fera dans le cadre de l'intercommunalité entre communes de Guidimakan sur financement d'un programme de l'état. Concernant Création et fonctionnement d'un centre de transformation des produits locaux à Bangassi Nango, il a été inséré dans le PDESC et attend d'être mis en œuvre.

Zone de Ségou: (16 thèmes dont 10 thèmes spécifiques et 6 thèmes transversaux)

1 - Commune de NGara :

Réalisation de deux forages dans des villages N'gara et Boundo Wèrè, par le conseil communal de janvier 2011 à décembre 2012, par le conseil communal d'ici 2015. Les thèmes spécifiques portant sur la réalisation de forage dans des villages N'gara et Boundo Wèrè sont intégrés dans le PDSEC et les démarches sont en cours au niveau des autorités communales pour la recherche de financement afin de réaliser ces forages.

2 - Commune de Benena:

- Réalisation d'un micro barrage de retenue d'eau dans le village de Bènèna, par le conseil communal d'ici 2015.
- Construction d'un centre de transformation de produits alimentaires dans le village de Bènèna, par le conseil communal d'ici 2015.

La réalisation d'un micro barrage de retenue d'eau dans le village de Bènèna a commencé : les pierres sont déposées, les populations de Benena ont payé leurs cotisations qui doivent servir de quote-part pour le village. Cependant, la construction du barrage est décalé à l'après l'hivernage par consensus. Les démarches sont en cours au niveau des autorités communales

pour la recherche de financement afin de réaliser un centre de transformation de produits alimentaires dans le village de Bènèna.

3 - Commune de Yasso:

Construction d'un centre de transformation de produits alimentaires à Yasso, par le conseil communal d'ici 2015. La Construction d'un centre de transformation de produits alimentaires à Yasso (thème spécifique de plaidoyer) est intégrée dans le PDESC . Les démarches sont en cours auprès des partenaires financiers pour le financement de la construction de ce centre de transformation de produits alimentaires.

4 - Commune De Cinzana:

- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque communale de céréales, deux banques secondaires de céréales dans les villages de N'Gakoro et de Zambougou II, d'ici 2015.
- Réaliser deux forages dans le village de Cinzana, par le conseil communal, d'ici Décembre 2015 ;

Les thèmes de plaidoyer/lobbying sont intégrés dans le PDESC de la commune, mais il a été décidé que le village intéressé par la réalisation du forage (8 000 000 Fcfa) contribue à concurrence de 60% du coût total afin de l'amener à gérer correctement et efficacement une fois l'investissement réalisé.

Par ailleurs, les autorités communales ont prévu dans le PDESC le renforcement de tous les périmètres maraîchers de la commune pour améliorer la sécurité alimentaire dans la commune. Les démarches sont entreprises par les autorités communales au niveau des partenaires (PRECAD, IER, JICA, FIDA, ARAFD) intervenant dans la commune pour le financement de ces actions prévues dans le PDESC au profit de la sécurité alimentaire.

5 - Commune de Kementi:

- Mettre en place et assurer le fonctionnement d'une unité de transformation agro-alimentaires dans le village de Kémenti, d'ici 2015 ;
- Mise en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque communale de céréales, d'une banque secondaire dans le village de Kokosso , d'ici 2015.

Par rapport à la réalisation des thèmes spécifiques de plaidoyer dans la commune de Kémenti un centre de transformation du beurre de karité est créé à Kementi et à Kaniwala avec l'appui du Programme d'Appui aux Communautés Rurales (PACR).

Il existe une banque de céréale secondaire à Markala qui est très bien gérée par son comité de gestion, le magasin est plein de stock de céréales.

Les démarches sont entreprises auprès du Conseil de cercle de Bla et des partenaires financiers par les autorités communales et les responsables de la plate forme pour mettre en place et approvisionner la banque secondaire de céréales de Kolosso.

6 - Commune De Yangasso:

- Mettre en place et assurer le fonctionnement d'une unité de transformation agro-alimentaire dans le village de Yangasso, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque communale de céréales, de 02 banques secondaires dans les villages de Yangasso et de N'Golosso Peul et améliorer la gestion communale des banques de céréales.

La gouvernance est nettement améliorée dans la gestion des banques de céréales communale et du marché hebdomadaire de Yangasso par le conseil communal (instauration de système de gestion déléguée du Marché, de l'adduction d'eau et des pompes et mise en place des outils de gestion au niveau des banques de céréales). L'unité de transformation agro-alimentaire

dans le village de Yangasso est réalisée : Centre féminin de transformation du lait à Yangasso. Les démarches sont en cours au niveau des partenaires financiers et des autorités supérieures pour leur réalisation des 02 banques secondaires dans les villages de Bougoura et de N'Golosso Peul.

Zone Mopti/Tombouctou (13 thèmes dont 7 thèmes spécifiques et 6 thèmes transversaux)
Suite à la fermeture de cette antenne, la mise en œuvre des thèmes n'a plus été suivie.

N'Dodjiga

Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages de Margou et Dombira, d'ici 2015.

Dirma

Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages de Modjako et Diamkoko, d'ici 2015.

Léré

- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, de trois banques de céréales secondaires dans les fractions de Tédéina, Idéylouba II et Wankademett, d'ici 2015.
- Mobilisation des ressources pour la mise en place de quatre magasins de stockage d'aliments bétail dans les villages/fractions de Léré, Boundoubadi, Sondage et Idiarhanane, d'ici 2015.

Dianké

Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages/fractions de Binké-Bahé et Diartou, d'ici 2015.

Haïbongo

Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, de deux banques de céréales secondaires dans les villages de Kabaïka et Minassandji, d'ici 2015.

Tindirma

Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages de Tesseye et Balamaoudo d'ici 2015.

2.6 Liste des réalisations

Région de Kayes

Communes	Réalisations
Kéméni-Tambo	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Guidimakan-Kérikafo	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Gory-Gopéla	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Gouméra	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Khouloun	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs
Bangassi Nango	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs

Région de Ségou

Communes	Réalizations
Bènèna	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Yasso	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Yangasso	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Kéméni	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Cinzana	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
N'Gara	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs · Visite d'échanges inter plateformes

Régions de Mopti et Tombouctou

Communes	Réalisations
N'Dodjiga	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Dirma	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Léré	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Dianké	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Haibongo	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs
Tindirma	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs

2.7 DURÉE : Janvier 2010 à Décembre 2012

2.1. Localisation :

Région : de Sikasso

Cercles de : Sikasso; Koutiala; Yorosso; Kadiolo

Communes de : Koumbia; Yorosso; Menamba I; Karangana; Doumanaba; Kignan; Kourouma; Klela; Kabarasso; Lobougoula; Kaboïla; Tella; Sanzana; Fourou; Lolouni; Kadiolo; Diaradougou-Kafo; Kolonigué; Konséguela; M'Pessoba; Sinkolo.

2.2. Titre : PROJET D'APPUI AUX COMMUNAUTES RURALES DE SIKASSO

2.3. Budget

Budget Prévu du Projet pour 2011: 198 485 916 F CFA

Dépenses effectuées 2011: 197 753 316 FCFA

2.4. Résultats attendus par programme/projet

- Les communautés de base, les organisations communautaires et socioprofessionnelles de base, les organes de leurs collectivités sont mobilisées autour des activités du projet ;
- Une assistance à la maîtrise d'ouvrage aux acteurs ci-dessus cités dans le processus de mise en œuvre des sous-projets socio-collectifs et productifs est donnée ;
- Des micro-projets faisables sont formulés par les Organisations Communautaires et socio professionnelles de base et font l'objet d'études en vue de leur financement pour
- l'amélioration substantielle de leurs revenus ;
- Le comportement des communautés ont changé en matière d'hygiène/assainissement ; de la gouvernance démocratique ; de la gestion environnementale à travers les campagnes d'IEC.

2.5 Les résultats atteints

Composante A : Renforcement des capacités des acteurs du développement local

1.1.- Communication pour le changement de comportement

L'Information, l'Education et la Communication (IEC) est l'une principales missions des Opérateurs de Développement Communautaire (ODC) du PACR. Elle vise le changement de comportement des communautés bénéficiaires du projet à travers l'animation des thèmes liés à la gouvernance démocratique, à l'éducation sanitaire et environnementale.

Durant l'année 2011, 3 958 séances d'IEC ont été animées dans les 315 villages couverts par le projet dans la région de Sikasso touchant ainsi près de 58 416 personnes dont 55% des femmes. Le tableau 1 reprend la situation de l'IEC par thème développé en 2011.

Tableau 1 : Participation aux campagnes d'IEC

	Nombre de séances	%	Homme	Femme	Total
Thèmes développés					
Hygiène et assainissement	1 871	47%	13 852	15 792	29 644
Gouvernance démocratique et citoyenneté	1 113	28%	5 776	6 828	12 604
Scolarisation des filles	506	13%	4 100	4 952	9 052
Mutilations génitales féminines	468	12%	2 716	4 400	7 116
Sous-total 1	3 958	100%	26 444	31 972	58 416

Ainsi qu'il ressort du tableau 1, **3 958 séances** ont été animées au cours de l'année 2011. L'hygiène et l'assainissement est le thème qui a été le plus traité (47%), suivi de la gouvernance démocratique (28%) ; de la scolarisation des filles (13%) et ; des mutilations génitales féminines (12%). La mise en place des Comités Villageois d'Hygiène et d'Assainissement (CVHA) dans chaque village d'intervention justifie quelque peu la propension des thèmes liés à l'hygiène et à l'assainissement. Avec ces comités, il était question d'actions concrètes visant à rendre « propre » le village. Un autre fait majeur qui convient d'être signalé est la remise des prix d'excellence à 129 filles des écoles financées par le PACR et à 43 mères qui envoient les plus des filles dans ces écoles.

1.2.- Accompagnement des communautés et des collectivités

Le processus de mise en œuvre des investissements productifs et socio-collectifs se réalise en étapes successives nécessitant des concertations permanentes avec les organes des collectivités et les communautés. Les thématiques débattues au cours de ces rencontres concernent :

- *La coordination des actions de développement ;*
- *L'identification des besoins d'investissements socio collectifs et productifs ;*
- *L'exécution, l'exploitation et la gestion des infrastructures réalisées ;*
- *La mise en place ou la restructuration des organes de gestion des investissements réalisés.*

Au total, **4 896 rencontres** ont été organisées en 2011 mobilisant **77 293 personnes** dont **54% des femmes**. La mise en place des Comités Villageois d'Hygiène et d'Assainissement ; l'identification des besoins des structures bénéficiaires du fonds additionnel ; l'assistance des bénéficiaires à la maîtrise d'ouvrage ; le suivi des sous-projets en exécution et en exploitation sont autant des thèmes qui ont été abordés au cours de ces rencontres. En moyenne, chaque ADC a animé **12 séances** par mois avec une participation de **15 personnes par séance**.

1.3.- Renforcement des capacités des Comités de gestion des investissements socio-collectifs

Deux (02) sessions de formation ont été organisées au profit de 40 Comités de gestion des investissements socio-collectifs droits de tirage 2009. Elles concernent les modules génériques et spécifiques et, l'alphabétisation fonctionnelle. Les statistiques de participation à ces deux sessions sont reprises dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 : Sessions de formation des Comités de gestion des sous-projets socio-collectifs DT 2009

<i>Thème de formation</i>	<i>Période</i>	<i>Organisme</i>	<i>Participants</i>		
		Nombre de Comités	H	F	T
Modules générique et spécifiques	Du 26 avril au 3 mai 2011	40	96	15	115
Alphabétisation fonctionnelle	Du 12 au 24 septembre et ; du 3 au 10 octobre 2011	38	69	7	76

La répartition par secteur des 40 Comités de gestion donne 15 Comités de gestion scolaires ; 6 Comités de gestion des maternités et CSCOM ; 15 Comités de gestion des points d'eau potable et ; 4 Comités de gestion d'équipements marchands.

Outre ces deux sessions, il convient de signaler la session de consolidation organisée en faveur de 20 structures de santé, droits de tirage 2007-2008. La session qui visait le renforcement des capacités opérationnelles de ces structures a porté sur les modules suivants :

Pour les membres des organes dirigeants des ASACO

- ü Le recyclage en vie associative, gestion administrative et financière ;
- ü La formation en planification et en autoévaluation

Pour le personnel soignant (CPM, infirmiers, matrones, aides-soignants, agents vaccinateurs)

- ü La formation sur le paquet minimum santé

Pour les gérants des dépôts pharmaceutiques

- ü La formation sur la gestion de stock des médicaments.

1.4.- Renforcement des capacités des Comités de gestion des investissements directement productifs

La formation des responsables des sous-projets directement productifs a tout autant concerné la campagne d'alphabétisation initiale que les formations techniques et visites d'échanges.

1.4.1- Alphabétisation initiale

Le faible taux d'alphabétisation des responsables des sous-projets productifs a obligé le PACR à intégrer l'alphabétisation initiale dans son programme de formation. La situation de la campagne d'alphabétisation initiale menée en 2011 est présentée dans le tableau 3 ci-dessous :

Tableau 3 : Campagne d'alphabétisation initiale 2011

Cercle	Nombre de centres	Nombre d'auditeurs		
		Hommes	Femmes	Total
Sikasso	92	755	1218	1973
Koutiala	9	66	149	215
Kadiolo	23	72	435	507
Yorosso	11	57	195	252
Total	135	950	1997	2947

Ainsi que l'indique les données du tableau 3 ci-dessus, **135 centres** d'alphabétisation initiale ont été ouverts en 2011 regroupant **2 947 auditeurs** dont 68% des femmes. Le nombre moyen d'auditeurs par centre est de 21, ce qui, somme toute, est conforme aux normes andragogiques.

1.4.2- Formations techniques et visites d'échanges

La maîtrise par les bénéficiaires des itinéraires techniques est l'une des préoccupations majeures du projet. Aussi, les visites d'échanges font-elles partie des stratégies de renforcement des capacités encouragées par le projet. Au cours de 2011, près de **12 visites** d'échanges ont été organisées en faveur des responsables des sous-projets directement productifs ainsi qu'il ressort du tableau 4.

Tableau 4 : Participation aux visites d'échanges

Secteur	Période	Lieu /site	Participants			
			Nombre d'OCB/OSP	H	F	T
Arboriculture/sylviculture	Janvier 2011	Sikasso	7	21	0	21
Aviculture moderne	Février 2011	Bamako	5	12	3	15
Ferme moderne d'élevage	Février 2011	Bamako	10	24	6	30
Ateliers écoles/artisanat	Juin 2011	Sikasso	7	10	3	13
Agriculture/riziculture	Octobre 2011	Sikasso	8	9	15	24
Agriculture/cultures sèches	Octobre 2011	Sikasso	5	3	12	15
Fermes ovines et porcines	Novembre 2011	Bamako	9	20	7	27
Ferme laitière	Novembre 2011	Bamako	3	9	0	9
Arboriculture	Novembre 2011	Ségou	1	3	0	3
Maraîchage	Décembre 2011	Sikasso	12	12	24	36
Pisciculture	Décembre 2011	Molodo/Ségou	2	6	0	6
Total			69	129	70	199

A la lecture des données reprises dans le tableau 4, **199 membres** des sous-projets productifs dont **70 femmes** ont pris une part active aux visites d'échanges organisées en 2011. Ces visites d'échanges ont concerné **69 OCB/OSP** des secteurs aussi divers que l'arboriculture, la pisciculture, les fermes modernes d'élevage, les cultures sèches, l'artisanat, le maraîchage. Ces visites basées sur les bonnes pratiques ont permis aux promoteurs des sous-projets de

mieux comprendre les itinéraires techniques ainsi que les innovations techniques et technologiques liés à leurs sous-projets.

1.4.3- Accompagnement des OCB/OSP

La bonne organisation, la maîtrise technique et en gestion sont des conditions essentielles à la pérennisation de tout sous-projet. Conscient de cette réalité, le PACR met à la disposition de chaque bénéficiaire de sous-projet, deux accompagnateurs chargés d'apporter à ce dernier des appuis/conseils techniques et en gestion. En 2011, **250 sous-projets productifs** ont bénéficié des conseils de **163 accompagnateurs techniques** et de **152 accompagnateurs en gestion**.

1.5.-Formation du personnel de l'ODC

Le renforcement des capacités du personnel de terrain est une constance du programme de formation du PACR. C'est ainsi que du 21 au 24 décembre 2011, **44 agents de l'ODC** ont bénéficié d'une formation en marketing.

Composante B Financement d'Investissements socio-collectifs

L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base des communautés encadrées est l'un des objectifs prioritaires du PACR. La réalisation de cet objectif se fait à travers le financement, via l'ANICT, des sous-projets socio-collectifs à maîtrise d'ouvrage communale. Au cours de l'année 2011, les efforts des équipes de terrain ont porté sur le suivi de l'exécution des conventions des droits de tirage 2009 et 2010.

2.1- Conventions droits de tirage 2009 et 2010

Les conventions financées par le PACR dans le cadre des droits de tirage 2009 et 2010 sont présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 5 : Répartition conventions par secteur

DT	Education		Santé		Hydraulique		Am. Territoire		Eq. Structure		Eq. Marchand		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
2009	27	248197801	8	91386812	15	117479902	0	0	4	84646632	2	6576000	56	548284147
2010	26	117332239	5	15132991	2	7632810	1	9977689	4	30134426	1	4857594	39	185067749
Total	53	365530040	13	106519803	17	125109712	1	9977689	8	114781058	3	11433594	95	733351896
%		50%		15%		17%		1%		16%		1%		100%

Commentaires

A la lumière des données reprises dans le tableau 5, il ressort que **95 conventions** ont été financées par le PACR dans le cadre des droits de tirage 2009 et 2010 pour un montant total de **733 351 896 FCFA**. La répartition du financement par secteur montre que le secteur de l'éducation à mobilisé à lui seul près de 50% du financement, suivi de l'hydraulique (17%) ; de l'équipement des structures (16%). Le secteur de la santé vient en quatrième position avec seulement 15% du financement total. Notons que ce secteur a bénéficié d'un important financement dans le cadre des droits de tirage 2007-2008. L'équipement marchand et l'aménagement du territoire ferment le rang avec respectivement 1% du financement total.

2.2- Etat d'exécution des conventions des droits de tirage 2009 et 2010

Toutes les 56 conventions des droits de tirage 2009 sont totalement exécutées, exception faite de la retenue d'eau de Yatialé dans la commune de Kaboïla, cercle de Sikasso. Les travaux qui étaient suspendus par l'entreprise EAD ont repris.

Concernant les 39 conventions des droits de tirage 2010, **27 sont achevées** et réceptionnées et **12 en cours de réalisation**. Les retards d'exécution sont surtout observés dans le cercle de Sikasso.

Tableau 6 : Exécution des conventions DT 2009

Cercle	Nombre de conventions	Conventions non démarrées	Conventions en cours d'exécution	Conventions achevées et non réceptionnées	Conventions achevées et réceptionnées
Sikasso	25	0	1	0	24
Koutiala	13	0	0	0	13
Kadiolo	9	0	0	0	9
Yorosso	9	0	0	0	9
Total	56	0	1	0	55

Tableau 7 : Exécution des conventions DT 2010

Cercle	Nombre de conventions	Conventions non démarrées	Conventions en cours d'exécution	Conventions achevées et non réceptionnées	Conventions achevées et réceptionnées
Sikasso	13	0	11	0	2
Koutiala	11	0	0	0	11
Kadiolo	5	0	1	0	4
Yorosso	10	0	0	0	10
Total	39	0	12	0	27

Les deux (02) conventions réceptionnées dans le cercle de Sikasso concernent l'achat de 50 tables bancs pour les écoles de Doumanaba et ; la construction d'un bureau et d'un magasin pour l'école de Kokouna dans la commune de Sanzana. Par ailleurs, la seule infrastructure en cours d'exécution dans le cercle de Kadiolo est relative à la construction d'une digue/route dans le village de Watialé, commune de Fourou.

Composante C : Financement d'Investissements directement productifs

L'amélioration des indicateurs d'accès aux services sociaux de base ne peut se concevoir sans revenus conséquents des communautés bénéficiaires. A travers le financement d'investissements productifs des coopératives et d'associations, le PACR ambitionne d'améliorer les revenus des populations afin de leur faciliter l'accès aux services sociaux de base. Tel est l'objectif poursuivi par le projet à travers la composante C.

3.1 Conventions de cofinancement

La région de Sikasso a bouclé son quota de **293 conventions** de cofinancement des sous-projets productifs pour un montant total estimé à **4.125.077.242 FCFA** dont près de **3 795 057 741 FCFA** de subvention du PACR (92%) et **330 019 501 FCFA** de contribution des bénéficiaires (8%). La répartition géographique et sectorielle des conventions est présentée sur le tableau 8.

Tableau 8 : répartition géographique et sectorielle des sous projets

Cercle	Agriculture	Élevage	Pisciculture	Foresterie	Transf/com	Artisanat	Total
Sikasso	66	47	3	1	14	5	136
Koutiala	24	28	1	1	5	4	63
Kadiolo	34	12	1	0	10	2	59
Yorosso	19	10	0	0	4	2	35
Total	143	97	5	2	33	13	293
%	49%	33%	2%	1%	11%	4%	100%

Commentaires :

L'analyse spatiale des sous-projets montre que le cercle de Sikasso est celui qui en détient le plus grand (136 sous-projets), suivi du cercle de Koutiala (63 sous-projets), de celui de Kadiolo (59 sous-projets) et de Yorosso (35 sous-projets). Si le nombre de sous-projets est proportionnel au nombre de villages de chaque cercle, il n'en demeure pas moins que l'indice d'implantation (nombre de sous-projets/nombre de villages) donne le classement suivant : Sikasso vient en tête avec l'indice 1, suivi de Koutiala (0,94) ; de Yorosso (0,87) et de Kadiolo (0,81).

Par ailleurs, l'analyse de la typologie des sous-projets indique une prédominance des sous-projets des secteurs de l'agriculture (49%) et de l'élevage (33%). L'artisanat, la pisciculture et la foresterie, par contre, sont des parents pauvres avec respectivement 4% ; 2% et 1% de sous-projets.

3.2 Bénéficiaires des sous-projets financés

Le financement du PACR s'adresse aux associations, aux coopératives et aux mutuelles. En raison du caractère économique des investissements financés, la forme coopérative est celle qui paraît la plus appropriée. Dans la région de Sikasso, au 31 décembre 2011, sur les 293 conventions de cofinancement signées, 247 appartiennent aux coopératives et 46 seulement aux associations. Les détails des statuts des bénéficiaires par cercle sont repris dans le tableau 9 ci-dessous :

Tableau 9 : Statut des bénéficiaires des sous-projets

Cercle	Total conventions	Nombre de coopératives	Nombre d'associations	% coopératives
Sikasso	136	133	3	98%
Koutiala	63	50	13	79%
Kadiolo	59	33	26	56%
Yorosso	35	31	4	89%
Total	293	247	46	84%

Commentaires :

Comme il ressort du tableau 9, sur un total de 293 sous-projets financés, 247 appartiennent aux sociétés coopératives tandis que 46 sont la propriété des associations. Les sous-projets des coopératives représentent 84% de l'ensemble des sous-projets de la région. Cette performance cache néanmoins des disparités entre les cercles. Les cercles de Kadiolo (56%) et de Koutiala (79%) doivent redoubler d'efforts afin d'améliorer cet indicateur.

3.3 Etat d'exécution des sous-projets

L'état d'exécution des sous-projets productifs au 31 décembre 2011 est présenté dans le tableau 10 ci-après :

Tableau 10 : Situation des sous-projets productifs

Activité	Cercle	Nombre de sous-projets	Nombre d'investissements				En exploitation	Observations
			Non démarré	En cours	Achevé et non réceptionné	Achevé et Réceptionné		
Suivi de l'exécution des investissements productifs	Sikasso	136	13	22	0	101	111	Le taux des sous-projets en exploitation est de 82%
	Koutiala	63	13	23	0	27	37*	Le taux des sous-projets en exploitation est de 59%.
	Kadiolo	59	16	5	1	37	34	Le taux des sous-projets en exploitation est de 58%.
	Yorosso	35	10	13	0	11	20	Le taux des sous-projets en exploitation est de 57%. NB un sous-projet n'a pas bénéficié d'infrastructure (Production de semences améliorées)
	Total	293	52	63	1	176	202	

Commentaires :

Ainsi que l'indique les données du tableau 10, sur **293 sous-projets productifs** financés, **202 sont en exploitation**, soit un taux de 69%. L'analyse de l'exploitation par cercle montre que le cercle de Sikasso enregistre le taux d'exploitation le plus élevé (82%) tandis que le cercle de

Yorosso a le taux le plus bas (57%). Compte tenu de l'impératif de terminer l'exécution des sous-projets à la fin du mois de mars 2012, il est urgent que tous les acteurs impliqués dans le processus d'exécution des sous-projets s'investissent à l'atteinte de cet objectif. Cela concerne tout autant les ADC chargés d'appuyer le recrutement des prestataires, de suivre l'exécution des (travaux et fournitures) que la Coordination ODC et l'Antenne pour le paiement à temps d'honoraires des prestataires et la libération également à temps des fonds de roulement. C'est seulement à ce prix que ce pari sera gagné.

3.4 Bénéficiaires du fonds additionnel

A la suite d'une évaluation à mi-parcours satisfaisante, la Banque Mondiale a accordé au PACR un fonds additionnel d'un montant de 11,2 millions \$ US, soit environ 6 milliards de FCFA. Ce filet social vise à aider les communautés encadrées à faire face aux effets des récentes crises alimentaires, énergétiques et financières. Sont éligibles à ce fonds: - les Comités de gestion scolaire ; - les Associations de Santé Communautaire ; - les mutuelles de santé ; - les organisations communautaires et socioprofessionnelles de base (OCB/OSP).

Une première phase de mise en œuvre du fonds a permis la sélection de 135 OCB/OSP dont les accords subsidiaires sont approuvés et signés. Le tableau 11 donne par type de sous-projets, les coûts estimatifs tels que repris dans les requêtes de financement.

Tableau 11 : Financement des OCB/OSP sur fonds additionnel

N°	Type de sous-projets	Nombre	Montant des requêtes (FCFA)
1.	Périmètres maraîchers	36	143 219 000
2.	Parcelles de cultures sèches	47	121 728 500
3.	Parcelles d'agro-foresterie	0	0
4.	Fermes d'élevage de bovins, ovins, caprins, porcins	18	79 743 500
5.	Fermes avicoles	14	95 219 920
6.	Fermes piscicoles	1	6 250 000
7.	Unités de transformation agro-alimentaire	16	77 496 000
8.	Ateliers d'artisanat	3	12 667 500
	Total	135	536 324 420

Composante E : Assistance sociale

Le même processus a été suivi dans la sélection des comités de gestion scolaire ; des ASACO et des mutuelles éligibles au fonds additionnel. C'est ainsi que 121 accords de financement ont également été approuvés et signés. Ils concernent 106 comités de gestion scolaire ; 11 ASACO et 4 mutuelles de santé. Le tableau 12 donne un aperçu de financements sollicités par type de bénéficiaires.

Tableau 12 : Financement des CGS, ASACO et Mutuelles sur fonds additionnel

N°	Type de sous-projets	Nombre	Montant des requêtes (FCFA)
1.	Comités de gestion scolaire	107	321 638 855
2.	ASACO	11	83 873 860
3.	Mutuelles de santé	4	40 780 000
	Total		446 292 715

Composante D : Coordination et gestion du projet, suivi-évaluation, capitalisation et partage de la connaissance

Plusieurs missions de supervision ont été effectuées tant par le BCGP que l'Antenne Régionale et le groupement OMAES. Il en est de même pour les différents comités de suivi et de coordination du projet. Nous en résumons les plus importantes dans les lignes qui suivent.

Tenue des Comités régionaux et locaux

Huit (08) comités locaux et un (01) comité régional de suivi et de coordination ont été tenus en 2011.

Evaluation de la performance des ODC

Le personnel technique de l'ODC a été évalué sur la base d'indicateurs de performance. Le rapport d'évaluation est disponible au niveau de l'OMAES.

2.6. Ecarts

Pas d'écarts.

Le plan opération 2011 a été exécuté à hauteur de souhait. L'état d'avancement satisfaisant des sous-projets socio-collectifs et directement productifs ; l'exécution du plan de formation conformément aux prévisions ; l'état d'exécution également satisfaisant du fonds additionnel autorisent cette satisfaction.

2.7. Partenaire son apport au projet : l'apport du PACR_a été surtout financier avec des actions de financement, mobilisation, formation, suivi, supervision et évaluation des micro-projets

2.8. Bénéficiaires : 315 villages repartis dans 21 Communes et 4 Cercles dans la Région de Sikasso.

2.9. Durée du projet : Juin 2006- Mai 2013

2.1. Localisation :

Région de: Tombouctou et Ségou

Cercles de : Niafunké et Ségou

Commune de: Ber, Bourem Inaly ; Commune de Tombouctou ; Alafia ; Soboundou ; Soumpi

2.2. Titre : Programme multi-acteurs d'appui à l'Amélioration de la Santé Reproductive des Adolescents et des jeunes (PASAJ)

2.3. Budget

Budget Prévu du Projet pour 2011: 2 813 750 F CFA

Dépenses effectuées 2011: 2 691 950 FCFA

2.4. Résultats attendus par programme/projet

La santé reproductive et les droits sexuels des adolescents et jeunes de 10 à 24 ans au niveau des zones d'intervention de la région de Tombouctou et Ségou sont améliorés d'ici fin 2015.

Effet 1 : 60 % des adolescents et des jeunes de 10 à 24 ans touchés par les activités de ccc adoptent des comportements à moindre risque face aux problèmes de santé sexuelle et reproductive d'ici 2015 ;

Effet 2 : 50% des adolescents et les jeunes de 10 à 24 ans dans les 24 centres d'alphabétisation jouissent de leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive d'ici 2015 ;

Effet 3 : 80% des acteurs sollicités (communautaires, administratifs, des collectivités territoriales et de la société civile) contribuent à la résolution des problèmes de santé reproductive des adolescents et jeunes par leur participation à la mise en œuvre du programme dans les différentes zones d'interventions d'ici 2015.

2.4. Résultats atteint par programme/projet

NB : Le programme a démarré seulement en octobre 2011

2.6. Ecart

Pas d'écarts.

2.7. Partenaire son apport au projet : l'apport du PASAJ a été surtout financier avec des actions de financement, mobilisation, formation, suivi, supervision et évaluation des micro-projets

2.8. Bénéficiaires : 315 villages repartis dans 21 Communes et 4 Cercles dans la Région de Sikasso.

2.9. Durée du projet : Juin 2006- Mai 2013

2.1. Localisation :

Région de Mopti

Académie d'Enseignement de Mopti (CAP Sévaré, Djenné)

Académie d'Enseignement de Douentza (CAP Bankass, Koro)

2.2 Titre : Education de Base et Equité – Volet mobilisation communautaire

2.3 Budget :

Coût du projet 2011

Dépenses 2011

2.4. Résultats attendus :

Sous Projet E 01 : Composante Eveil et développement du Jeune Enfant EDJE

- Quinze communautés et collectivités sont mobilisées en vue de la création de CDPE (centre de développement de la petite enfance)
- des capacités de quinze associations féminines sont renforcées en vue de soutenir les actions des CDPE à travers le développement des fonds d'autonomisation des associations féminines
- mobilisation communautaire et construction de 3 CDPE
- suivi et encadrement de 25 CDPE dont 10 anciens

Sous projet E02 : Composante Enseignement fondamental

- 1200 membres CGS et APE des écoles encadrées sont formés en leurs rôles et responsabilités dans la gestion des écoles
- 60 membres CGS et APE de 5 écoles hors trilogie abritant des CDPE sont recyclés
- 6250 élèves, enseignants sont sensibilisés en VIH/SIDA
- quinze communautés sont touchées en matière d'éducation parentale
- mobilisation et construction de 2 sites EF

Sous projet O3 : Composante Education non formelle (ENF)

- les membres de 10 associations féminines sont sensibilisés et mobilisés pour soutenir l'alphabétisation et la poste – alphabétisation
- des capacités de 10 associations féminines sont renforcées techniquement et financièrement en vue de soutenir les actions des CED et EF
- construction d'une CED

2.5. Résultats atteints

PCR1 Activités 2.1 : Quatre vingt (80) parents de 30 communautés mobilisées adoptent les bonnes pratiques contribuant à l'éveil et au développement du jeune enfant en faveur de deux mille deux cents (2.200) enfants.

Activités 2.2 : Deux (2) CDPE construits à Dimbal (CAP Bankass) ; Korientzé (CAP Sévaré) et six (6) CDPE réhabilités à Fatoma, Sampara, Sendégué (CAP Sévaré), Guru Aney, Karakindé (CAP Koro) et Tori (CAP Bankass) améliorent les capacités d'accueil des structures préscolaires en faveur de quatre cents quatre vingt (480) enfants.

Le contenu du PA et du niveau d'exécution des activités sont partagés par les services techniques et les collectivités territoriales lors des rencontres bilan et de programmation.

PCR2 : Activités 2.1.1 : Les bonnes pratiques d'hygiène sont améliorées au niveau de cent (100) communautés.

Six (6) salles de classe, deux (2) bureaux magasin et quatre (4) blocs de latrines séparés construits à Goulombo (CAP Sévaré) et Bidi (CAP Bankass) permettent la capacité d'accueil de 150 élèves et permettent d'améliorer l'hygiène en milieu scolaire.

Activités 2.2.1 : Les bourses octroyées à 400 mamans dans 40 sites améliorent la fréquentation scolaire en incitant les mères au suivi régulier de leurs enfants.

La contribution à la prise en charge des frais scolaires de 1.600 élèves est réalisée par les bourses maman.

PCR3 : Activités 3.2.1 : Deux (2) CED construits à Tori (CAP Bankass) et Madiama (CAP Sévaré) et quatre (4) CED réhabilités à Karakindé, Guru Aney (CAP Koro); Singo , Samparan (CAP Sévaré) améliorent les conditions d'apprentissage de 300 auditeurs.

Activités 3.2.2 : Les stratégies d'intervention sont améliorées à travers deux missions conjointes (A.E, CAP, ONG) et 10 jours de missions mensuelles réalisées par le coordinateur et quatre (4) superviseurs.

Cinq millions de francs CFA d'intérêt générés par 45 associations féminines par semestre accompagnent des mesures d'aide à la scolarisation en contribuant à la mise en œuvre de 30 plans d'action des structures éducatives. 210 membres AME, 175 membres OFL alphabétisés

Tableau des résultats atteints

Réalisations des activités de la période

Activités Planifiées	Résultats		AE – Mopti		AE – Douentza		Taux
	Résultats attendus	Résultats atteints	Cap Sévaré	CAP Djenné	CAP Koro	CAP Bankas	
1. Formation et -Redéploiement des animateurs.	12 animateurs 04 Superviseurs 01 Coordinateur formés pour la mise en œuvre du PA 2011-2012	Ensemble du personnel formé et outillé	1 Coordinateur 1 Superviseur 3 Animateurs	1 Superviseur 3 Animateurs	1 Superviseur 3 Animateurs	1 Superviseur 3 Animateurs	100%
	12 Animateurs basés au niveau des chefs lieux de commune et 4 Superviseurs au niveau Cercle	12 Animateurs basés au niveau des chefs lieux de commune et 4 Superviseurs au niveau Cercle	1 Superviseur 3 Animateurs	1 Superviseur 3 Animateurs	1 Superviseur 3 Animateurs	1 Superviseur 3 Animateurs	100%
2. Prise de contact avec les AE, CAP et les Collectivités pour le démarrage des activités du PA 2011/2012 validé	Le contenu du PA est partagé avec les partenaires	les AE, CAP, les Collectivités et l'Administration se sont approprié le PA 2011/2012 validé et y ont adhéré	AE Mopti 1 Assemblée Régionale 1 Gouvernorat 1		AE Douentza 1		100%
			CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	100%
3- Appui au recrutement des enfants scolarisables au niveau des structures éducatives.	Mobilisation au niveau des communautés de 100 écoles.	100 communautés mobilisées pour le recrutement	25	25	25	25	100%

4-Appui à l'identification mamans boursières.	400 mamans boursières à identifier.	400 mamans boursières identifiées	100 mamans boursières identifiées	100 mamans boursières identifiées	100 mamans boursières identifiées	100 mamans boursières identifiées	100%
5-Formation des membres CGS/APE de 100 écoles en leurs rôles et responsabilités, élaboration	1200 membres formés.	960 membres sont	240	240	240	240	80%
6-Appui au remembrement et mise en place APE/CGS.	100 APE/CGS à appuyer et à rappeler	100 APE/CGS sont appuyés et rappelés	25	25	25	25	100%
7-Appui à l'élaboration des PA des structures éducatives (Projets d'école)	100 PA des structures éducatives seront élaborés, approuvés et validés par les services techniques et collectivités	100 PA des structures éducatives sont élaborés, approuvés et validés par les services techniques et collectivités	25	25	25	25	100%
8- Suivi de la mise en œuvre des activités du PA 2011/2012	Les activités du PA seront suivies	Les activités du PA sont suivies					
9-Suivi de la fréquentation au niveau des structures éducatives (CDPE, EF, CED.	100 EF ; 30 CDPE et 25 CED sont suivis.	EF : 1200 suivis CDPE : 360 suivis CED : 20	EF : 300 CDPE : 84 CED : 03	EF : 300 CDPE : 156 CED : 08	EF : 300 CDPE : 60 CED : 04	EF : 300 CDPE : 60 CED : 05	100% 100% 80%

10. Suivi des constructions	6 sites de construction sont réalisés (2 CED, 2 CDPE et 02 EF)	6 chantiers de construction sont suivis (2 CED, 2 CDPE et 02 EF)	CDPE : 01 EF : 01	CED : 01		CDPE : 01 EF : 01 CED : 01	100%
11. Suivi des fonds d'autonomisation féminine	45 AME/OFL seront suivis (20 AME et 25 OFL)	20 AME, 25 OFL sont suivis	AME : 04 OFL : 06	AME : 08 OFL : 09	AME : 04 OFL : 05	AME : 04 OFL : 05	100%
12- Mission de supervision des superviseurs, du Coordinateur et du siège ONG.	30 missions de supervision de 10 jours (01 Coordinateur, 04 superviseurs) seront réalisées	300 jours de mission de supervision (01 Coordinateur, 04 superviseurs) seront réalisés	Coordinateur :15 jours Superviseur : 60 jours	Coordinateur :15 jours Superviseur : 60 jours	Coordinateur :15 jours Superviseur : 60 jours	Coordinateur :15 jours Superviseur : 60 jours	100 %
	02 missions de supervision sont réalisées	20 jours de mission sont réalisés	06 jours	04 jours	04 jours	06 jours	
13- Production et diffusion de rapports trimestriels.	3 rapports sont produits et disséminés (2 trimestriels, un semestriel)	3 rapports sont produits et disséminés au niveau des différents partenaires (2 trimestriels, un semestriel)	AE Mopti 1 Assemblée Régionale 1 Gouvernorat 1		AE Douentza 1		100 %
			CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	CAP 1 C. Cercle 1 Préfecture 1	100%

Situation des fonds d'autonomisation des associations féminines OMAES

CAP	Sites	Associations	Date de financement	Montant alloué F CFA	Nbre d'échéances prévues	Intérêt versés 2009-2011	Intérêts Utilisés	Intérêts en solde
SEVARE	Korientzé	AME	30/ 01/2009	2 000 000	5	950 000	993 100	906 900
		Coordination des associations (OFL)	30/01/2009	2 000 000	5	950 000		
	Fatoma	AME	29/01/2009	2 000 000	5	950 000	453 500	816 500
		Laabal (OFL)	29/01/2009	2 000 000	4	350 000		
	Konna	AME	13/10/2009	300 000	4	240 000	170 000	70 000
		Association réseau (OFL)	13/10/2009	300 000	4			
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		Association réseau (OFL)	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
	Singo	AME	16/10/2009	300 000	4	240 000	120 000	120 000
		Nassourou (OFL)	16/10/2009	300 000	4			
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		Nassourou (OFL)	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
	Sendégué	Wari –Wabi (OFL)	25/11/2009	300 000	4	120 000	85 000	35 000
	Sampara	Yiriwèrè (OFL)	29/10/2009	300 000	4	120 000	60 000	60 000
	Sous Total 1				11 800 000		4 120 000	1 881 600
DJENNE	Mougna	AME	15/10/2009	300 000	4	120 000	25 000	95 000
		Benkadi (OFL)	15/10/2009	300 000	4	90 000	25 000	95 000
	Senossa	Badenyaton	3/02/2009	2 000 000	5	950 000	330 000	620 000

		(AME)						
		Kaouwaral	3/02/2009	2 000 000	5	950 000	330 000	620 000
	Koïna	AME	16/10/2009	300 000	4	120 000	-	120 000
		Djèkafo	3/2/2009	2 000 000	5	950 000	75 000	875 000
		Dounkafa	3/2/2009	2 000 000	5	950 000	75 000	875 000
	Koroboro	AME	16/10/2009	300 000	4	120 000	-	120 000
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
	wélengara	AME	14/10/2009	300 000	4	120 000	25 000	95 000
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
	Yébé	Siguikafo	4/2/2009	2 000 000	5	950 000	153 320	796 680
		Zanguina	4/2/2009	2 000 000	5	950 000	133 820	816 180
		AME	14/10/2009	300 000	4	120 000	25 000	95 000
	Madiama	AME	15/10/2009	300 000	4	120 000	25 000	95 000
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
	Sofara	Réseau des associations féminines	1/11/2009	300 000	4	120 000	25 000	95 000
	Konio	Bénkaditon	18/10/2009	300 000	4	120 000	25 000	95 000
Sous Total 2				17 200 000		7 050 000	1 272 140	5 777 860
KORO	Karakindé	AME (Amakènè)	1/02/2009	2 000 000	5	750000	537 150	262 150
		OFL (Kamono)	1/02/2009	2 000 000	5	750000	537 150	262 150
	Youdiou	AME	29/09/2009	300 000	4	120 000	30 000	90 000
		AME	Février 2011	500 000	1	50000		50000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50000		50000
		Amassagou (OFL)	29/09/2009	300 000	4	120 000	30 000	90 000

	Bondo	AME	28/08/2009	300 000	4	120 000	30 000	90 000
		OFL	28/08/2009	300 000	4	120 000	30 000	90 000
		AME	Février 2011	500 000	1	50000		50000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50000		50000
	Koro ville	AME	1/2/2009	2 000 000	5	950 000	231 600	719000
		Guru-Aney(OFL)	1/2/2009	2 000 000	5	950 000	231 600	719000
	Amba	AME	5/2/2009	2 000 000	5	950 000	152 500	797500
		OFL	5/2/2009	2 000 000	5	950 000	152 500	797 500
Sous Total 3				15 200 000		5 980 000	1 862 700	4 117 300
BANKASS	Dimbal	AME	28/2/2009	2 000 000	5	950 000	601 600	148 400
		OFL	28/2/2009	2 000 000	5	950 000	601 600	148 400
	Tori	AME	29/ 01/2009	2 000 000	5	950 000	234 000	466 000
		OFL	29/01/2009	2 000 000	5	950 000	234 000	466 000
	Massakan a – Wori	AME	16/10/2009	300 000	4	120 000	60 000	60 000
		OFL	16/10/2009	300 000	4	120 000	62 000	58 000
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
	Kanibozo n	AME	22/10/2009	300 000	4	120 000	60 000	60 000
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		OFL	22/10/2009	300 000	4	120 000	60 000	60 000
	Baye	AME	16/10/2009	300 000	4	120 000	55 650	64 350
		OFL	16/10/2009	300 000	4	120 000	55 650	64 350
		AME	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
		OFL	Février 2011	500 000	1	50 000		50 000
Sous Total 4				12 800 000		4 820 000	2 024 500	2 795 500
	Total	45		57 500 000	130	21 970 000	7 110 740	14 859 260

Les résultats obtenus pour la période se résument comme suit:

1. La mobilisation communautaire ;
2. Le renforcement des capacités des Agents
3. La formation des membres CGS-APE
4. le suivi de la fonctionnalité des organes de gestion;
5. Facteurs favorisant l'accès à l'Education
6. le suivi de l'application de l'alpha
7. Le suivi des fonds d'autonomisation
8. Le suivi et la supervision;

La mobilisation communautaire

Elle a concerné les axes suivants :

- ✚ Les activités de mobilisation régulières, rapprochées ont permis la mise en œuvre des activités du PA. Elles ont contribué au renforcement des capacités organisationnelles des communautés bénéficiaires. A travers ces activités, la capacité d'appropriation du projet est améliorée et a facilité l'implication des partenaires. Comparativement à l'année dernière, l'effectif des enfants fréquentant les CDPE a considérablement augmenté. Nous comptons un effectifs de **2203** enfants soit une moyenne de **88,12** enfants par CDPE contre **2017** soit **80** enfants en moyenne par CDPE l'année précédente. Cet acquis mérite un soutien à travers un suivi rapproché, régulier et la construction des centres et leur équipement.
- ✚ Les sites de construction : les communautés se sont fortement mobilisées en apport d'agrégat, de ressources humaines suffisantes ayant permis de finaliser les travaux de construction jusqu'à la réception provisoire.

Renforcement de capacités des agents

La formation a permis aux agents de comprendre le contenu du PA, de s'approprier des techniques d'animation et de mobilisation communautaire.

Pour une meilleure exécution des activités, des outils de gestion du projet et une copie du PA ont été mis à leur disposition.

Formation des membres CGS-APE

Cette activité a permis aux bureaux CGS –APE à mieux élaborer leurs PA. Elle a amélioré la capacité organisationnelle des membres, leur implication dans la gestion des matériaux de constructions, la régularité des réunions et la tenue des Procès verbaux. Au-delà de ces points sus cités, elle a en outre permis de favoriser la tenue de cadres de concertation entre CGS/APE d'une part et d' autres partenaires (AME, OFL, Collectivités) d'autre part.

Cette formation a favorisé l'appropriation par les membres du concept de la Gestion de l'Ecole en mode Décentralisé.

Le suivi de l'application des formations/alphabétisation

Elle se traduit par la transcription des outils en langues Nationales (Fulfulde, Bamanankan et Dogosso) aboutissant à une gestion transparente des fonds octroyés. Aussi le niveau individuel dans la gestion des activités commerciales a été rehaussé.

Le suivi de la fonctionnalité des organes de gestion

Au cours du semestre, la fonctionnalité des COGES, CGS/APE, CG – CED s'est traduite par :

- ✚ La fréquence des réunions
- ✚ L'existence de PV
- ✚ Le Système de mobilisation des ressources financières ;
- ✚ L'élaboration des plans d'action des structures éducatives

2.6. Les bénéficiaires :

- les associations féminines (AME, O. F .L)
- les structures éducatives : CGS/APE, COGES, CG - CED
- les communautés
- les élèves et enseignants
- les collectivités

2.7. Partenaires :

1. Académie ; CAP ; les Collectivités Territoriales :
2. UNICEF à travers son appui financier et technique

2.8. Écart : Pas d'écart.

2.9 La durée : Juillet 2010-Février 2012

2.1. LOCALISATION :

Région : Tombouctou

Cercles de : Rarhous

Communes de :

Rharous ; Serere ; Banikane ; Bambaramaoude ; Gossi ; Inadiatafane ; Ouinerden ; Haribomo ; Hamzakoma, soit au total 9 communes.

Village de : Tous les villages des communes concernées

2.2. TITRE : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DES RÉGION NORD DU MALI (PIDRN)

2.3. BUDGET

Budget Prévu du Projet pour 2011: 48 039 323 FCFA

Dépenses effectuées 2011: 48 039 323 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS

Les principaux résultats attendus de la mission sont les suivants :

- Renforcement des capacités des structures associatives à la base ;
- Formation des formateurs pour les centres alpha ;
- Ouverture de centres d'alphabétisation et formation des auditeurs ;
- Formation des femmes sur le VIH/SIDA et le paludisme ;
- Formation des animateurs du projet sur la gestion administrative et financière,
- Appui aux ASACO pour l'obtention des récépissés et les agréments ;
- Appui aux autres ASACO pour la bonne gouvernance ;
- Mise en place et formalisation des comités de gestion autour des activités : Les bourgoutières ; parcs de vaccination, les ASACO, les PIV, les PPM.
- Sensibilisation pour la fréquentation des CSCOM, sur la nutrition, le VIH/SIDA ; l'hygiène assainissement, sur l'entretien des infrastructures.
- Identification et exploitation de bourgoutières ;
- la sensibilisation des comités et coopératives pour une bonne gestion des infrastructures telles que les parcs de vaccination, les points d'eau, les marchés à bétail, la boucherie et l'air d'abattage etc.
- L'aménagement de périmètres irrigués villageois ;
- Animation des associations de pêcheurs pour l'utilisation et l'entretien des matériels (séchoirs, fours, pulvérisateurs).

2.5 RÉSULTATS ATTEINTS:

- Information et sensibilisation des structures associatives à la base ;
- 44 formateurs villageois pour les centres d'alphabétisation ont été formés ;
- 22 centres d'alphabétisation ont été ouverts et 300 auditeurs dont 55 femmes ont été formés ;
- 28 femmes ont été formées sur le VIH/SIDA et le paludisme ;
- 19 agents de projet ont été formés sur la gestion administrative et financière,
- 2 ASACO ont obtenu leur récépissé, puis leur agréments ;
- 2 ASACO déjà fonctionnel ont été appuyés pour la bonne gouvernance ;

- La formalisation des comités de gestion a été effective autour des activités suivante: Les bourgoutières ; parcs de vaccination, les ASACO, les PIV, les PPM.
- Sensibilisation continue sur la fréquentation des CSCOM, sur la nutrition, le VIH/SIDA ; l'hygiène assainissement, sur l'entretien des infrastructures.
- 16 bourgoutières ont été Identifiées et mise en exploitation ;
- la sensibilisation continue des comités et coopératives pour une bonne gestion des infrastructures telles que les parcs de vaccination, les points d'eau, les marchés à bétail, la boucherie et l'air d'abattage etc.
- 8 périmètres irrigués villageois ont été aménagés;
- Sensibilisation continue des associations de pêcheurs pour l'utilisation et l'entretien des matériels (séchoirs, fours, pulvérisateurs).

2.6. Ecart

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire son apport au projet :

L'apport Gouvernement du Mali/ FIDA à travers le bureau de gestion du (PIDRN)

2.8. Bénéficiaires : Les communautés villageoises des communes concernées :

2.9 Durée du projet : Novembre 2009 Octobre 2011

La liste des réalisations

Communes	Formation, information et sensibilisation des structures associatives à la base.	Formation des formateurs villageois Ouverture de centres d'alphabétisation.	Formation des femmes sur le VIH/SIDA et le paludisme.	Appui aux ASACO pour la recherche de récépissé et d'agrément et pour la bonne gouvernance.	Sensibilisation sur le VIH/SIDA et initiative communautaire de lutte contre le sida.	Mise en place et appui des comités de gestion autour des activités pour la formalisation.	Sensibilisation pour la gestion des infrastructures : points d'eau, parcs, PIV.PPM	Sensibilisation sur : Santé - Nutrition, Hygiène – Assainissement.	Sensibilisation des associations de pêcheurs pour l'utilisation et l'entretien des matériels (séchoirs, fours, pulvérisateurs).
Rharous	230 personnes ont été touchées parmi lesquels 171 hommes dont 47 jeunes et 59 femmes dont 34 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	4 centres ouverts et 8 formateurs villageois formés.	4 femmes formées.	Pas de CSCOM.	660 personnes ont été touchées parmi lesquels 350 hommes dont 238 jeunes et 310 femmes dont 196 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	4 comités de gestion de PIV, 2 Comités de gestion de PPM, 7 comités de gestion de bourgou, 1 comité de parc ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	1204 personnes ont été touchées parmi lesquels 1064 hommes dont 480 jeunes et 140 femmes dont 42 jeunes au cours de 42 séances dans 14 villages.	1165 personnes ont été touchées parmi lesquels 490 hommes dont 196 jeunes et 675 femmes dont 210 jeunes au cours de 28 séances dans 14 villages.	-
Serere	226 personnes ont été touchées parmi lesquels 173 hommes dont 45 jeunes et 53 femmes dont 9 jeunes au	10 centres ouverts et 20 formateurs villageois formés.	6 femmes formées.	Pas de CSCOM.	705 personnes ont été touchées parmi lesquels 375 hommes dont 255 jeunes et 310 femmes dont 196	10 comités de gestion de PIV, 3 Comités de gestion de PPM, 2 comités de gestion de bourgou, ont mis en place et appuyés pour	1290 personnes ont été touchées parmi lesquels 1140 hommes dont 300 jeunes et 150 femmes dont 45 jeunes au cours de 45	1200 personnes ont été touchées parmi lesquels 525 hommes dont 240 jeunes et 675 femmes dont 225	82 personnes ont été touchées parmi lesquels 63 hommes dont 20 jeunes et 19 femmes dont 2 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.

	cours de 9 séances dans 9 villages.				jeunes au cours de 15 séances dans 15 villages.	la formalisation.	séances dans 15 villages.	jeunes au cours de 30 séances dans 15 villages.	
Banikane	166 personnes ont été touchées parmi lesquels 127 hommes dont 33 jeunes et 39 femmes dont 7 jeunes au cours de 11 séances dans 11 villages.	4 centres ouverts et 8 formateurs villageois formés.	6 femmes formées.	Un ASACO appuyé pour la bonne gouvernance.	517 personnes ont été touchées parmi lesquels 275 hommes dont 187 jeunes et 242 femmes dont 154 jeunes au cours de 11 séances dans 11 villages.	4 comités de gestion de PIV, 3 Comités de gestion de PPM, 2 comités de gestion de bourgou, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	774 personnes ont été touchées parmi lesquels 684 hommes dont 180 jeunes et 90 femmes dont 27 jeunes au cours de 27 séances dans 9 villages.	880 personnes ont été touchées parmi lesquels 385 hommes dont 154 jeunes et 495 femmes dont 165 jeunes au cours de 22 séances dans 11 villages.	105 personnes ont été touchées parmi lesquels 80 hommes dont 0 jeunes et 25 femmes dont 10 jeunes au cours de 1 séance dans 1 village.
Bambaramaoude	46 personnes ont été touchées parmi lesquels 35 hommes dont 10 jeunes et 11 femmes dont 2 jeunes au cours de 3 séances dans 3 villages.	Pas de centre ouvert.	Pas de femmes formées.	Pas de CSCOM.	141 personnes ont été touchées parmi lesquels 75 hommes dont 51 jeunes et 66 femmes dont 42 jeunes au cours de 3 séances dans 3 villages.	1 comité de gestion du marché à bétail, Comités de gestion du forage, 2 comités de gestion de parcs de vaccination, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	1045 personnes ont été touchées parmi lesquels 570 hommes dont 166 jeunes et 475 femmes dont 142 jeunes au cours de 35 séances dans 35 villages.	240 personnes ont été touchées parmi lesquels 105 hommes dont 42 jeunes et 135 femmes dont 45 jeunes au cours de 6 séances dans 3 villages.	-
Gossi	65 personnes ont été	Pas de centre ouvert.	4 femmes formées.	Un ASACO a obtenu le récépissé.	188 personnes	2 Comités de gestion de PPM ont été	172 personnes ont été	320 personnes	

	touchées parmi lesquels 50 hommes dont 12 jeunes et 15 femmes dont 3 jeunes au cours de 4 séances dans 4 villages.				ont été touchées parmi lesquels 100 hommes dont 68 jeunes et 88 femmes dont 56 jeunes au cours de 4 séances dans 4 villages.	mis en place et appuyés pour la formalisation.	touchées parmi lesquels 152 hommes dont 40 jeunes et 20 femmes dont 6 jeunes au cours de 2 séances dans 2 villages.	ont été touchées parmi lesquels 140 hommes dont 56 jeunes et 180 femmes dont 60 jeunes au cours de 8 séances dans 4 villages.	-
Inadiatafane	106 personnes ont été touchées parmi lesquels 81 hommes dont 21 jeunes et 25 femmes dont 5 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.	Pas de centre ouvert.	Pas de femmes formées.	Un ASACO a obtenu le récépissé.	349 personnes ont été touchées parmi lesquels 185 hommes dont 124 jeunes et 164 femmes dont 103 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.	(voir asaco)	-	560 personnes ont été touchées parmi lesquels 245 hommes dont 98 jeunes et 315 femmes dont 105 jeunes au cours de 14 séances dans 7 villages.	-
Ouinerden	91 personnes ont été touchées parmi lesquels 70 hommes dont 21 jeunes et 21 femmes dont 4	Pas de centre ouvert.	Pas de femmes formées.	Pas de CSCOM.	282 personnes ont été touchées parmi lesquels 150 hommes dont 102 jeunes et 132	1 comité de gestion de parc de vaccination, a été mis en place et appuyé pour la formalisation.	86 personnes ont été touchées parmi lesquels 76 hommes dont 20 jeunes et 10 femmes dont 3 jeunes au cours de 1	480 personnes ont été touchées parmi lesquels 210 hommes dont 84 jeunes et 270 femmes	-

	jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.				femmes dont 84 jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.		séance dans 1 village.	dont 90 jeunes au cours de 12 séances dans 6 villages.	
Haribomo	210 personnes ont été touchées parmi lesquels 161 hommes dont 42 jeunes et 49 femmes dont 29 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	2 centres ouverts et 4 formateurs villageois formés.	4 femmes formées.	Pas de CSCOM.	700 personnes ont été touchées parmi lesquels 370 hommes dont 248 jeunes et 330 femmes dont 206 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	2 comités de gestion de PIV, 2 Comités de gestion de PPM, 1 comité de gestion de bourgou, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	430 personnes ont été touchées parmi lesquels 380 hommes dont 100 jeunes et 50 femmes dont 15 jeunes au cours de 5 séances dans 5 villages.	1175 personnes ont été touchées parmi lesquels 495 hommes dont 196 jeunes et 680 femmes dont 210 jeunes au cours de 28 séances dans 14 villages.	-
Hamzakoma	116 personnes ont été touchées parmi lesquels 86 hommes dont 26 jeunes et 30 femmes dont 10 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.	2 centres ouverts et 4 formateurs villageois formés.	4 femmes formées.	Un ASACO appuyé pour la bonne gouvernance.	329 personnes ont été touchées parmi lesquels 175 hommes dont 119 jeunes et 154 femmes dont 98 jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.	2 comités de gestion de PIV, 2 Comités de gestion de PPM, 2 comités de gestion de bourgou, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	516 personnes ont été touchées parmi lesquels 456 hommes dont 1200 jeunes et 60 femmes dont 18 jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.	568 personnes ont été touchées parmi lesquels 249 hommes dont 100 jeunes et 319 femmes dont 107 jeunes au cours de 14 séances dans 7 villages.	

2.1. Localisation :

Région de : Ségou et Tombouctou

Cercles de : Quatre (4) Communes de Ségou et deux (2) Communes de Tombouctou

2.2. Titre : Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou

2.3. Budget

Budget Prévu du Projet pour 2011: 2 813 750 FCFA

Dépenses effectuées en 2011: 2 691 950 FCFA

2.4. Les résultats attendus :

Ségou

- Organisation de causeries débats au niveau des villages et fraction concernés par l'ouverture des centres ;
- Dotation de 07 centres alpha de base et de 06 centres de post alpha à Ségou et 8 centres à Niafunké ouverts en matériels didactiques, scolaires ;
- Construction de 02 centres alpha à Ségou;
- Dotation de 180 auditeurs d'alpha initiale et de 120 néo alphabètes pour la post alpha à Ségou ;
- Organisation et réalisation d'une session de formation des alphabétiseurs de 12 centres d'alphabétisation en bamanankan;
- Dotation de 12 alphabétiseurs à Ségou et 16 alphabétiseurs en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC ;
- Appui à la promotion d'écrivains villageois ;
- Recyclage de 06 CVA en charge de l'alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités, en planification, gestion, montage des projets en matière d'alphabétisation et de post alpha ;
- Mobilisation de 40 élus locaux et agents municipaux à Ségou ;
- Appui à 04 collectivités locales à Ségou pour la mise en œuvre des activités prioritaires d'alphabétisation et de post alphabétisation planifiées dans leur PDECOM revu ;
- Appui à la tenue d'un cadre de concertation élargi aux CT, aux CVA, aux CAP et AE
- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux à Ségou pour promouvoir les néo alphabètes dans les activités de mobilisation sociale des collectivités ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations du cadre de concertation ;

Niafunké

Organisation de causeries débats au niveau des villages et fraction concernés par l'ouverture des centres ;

- Etude du milieu/situation de départ sur l'alphabétisation (collecte des données) dans les 02 communes du cercle de Niafunké (Soumpi et Soboundou) et mise en place d'une base de données ;
- Dotation de 8 centres à Niafunké ouverts en matériels didactiques, scolaires ;
- Réhabilitation de 04 centres alpha à Niafunké ;

- Dotation 720 auditeurs à Niafunké en manuels didactiques et fournitures pour les campagnes semis extensives en alpha ;
- Organisation et réalisation d'une session de formation de 16 alphabétiseurs de 8 centres en songhaï ;
- Dotation 16 alphabétiseurs à Niafunké en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC ;
- appui à la promotion d'écrivains villageois ;
- Formation de 08 CVA en charge de l'alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités, en planification, gestion, montage des projets en matière d'alphabétisation et de post alpha ;
- Mobilisation de 20 élus à Niafunké autour de l'alphabétisation et la post alphabétisation ;
- Appui à 6 collectivités à Niafunké pour la mise en œuvre des activités prioritaires d'alphabétisation et de post alphabétisation planifiées dans leur PDECOM revu ;
- Appui à la tenue d'un cadre de concertation élargi aux CT, aux CVA, aux CAP et Administration locale.
- Sensibilisation de 20 élus à Niafunké pour promouvoir les néo alphabètes dans les activités de mobilisation sociale des collectivités ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations du cadre de concertation ;
- Sensibilisation de 60 leaders communautaires pour leur implication lors de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi/ évaluation des plans /programmes alpha et post alpha ;
- Sensibilisation de 20 élus locaux à Niafunké pour la revue des PDE en vue de la prise en compte de l'alphabétisation et post alpha ;
- Appui à 20 élus locaux et agents municipaux dans le processus de revue de 02 PDECOM pour la prise en compte de l'alpha et de la post alpha ;
- Appui à 20 élus locaux à Niafunké dans le processus l'élaboration, de mise en œuvre et dans le suivi/ évaluation des plans/ programmes alpha et post alpha ;
- Sensibilisation de 20 élus locaux et agents municipaux de 2 collectivités pour l'inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l'accès des auditeurs à l'alpha et à la post alpha.

2.5 RESULTATS ATTEINTS

A SEGOU:

ACCES : Accélérer le développement quantitatif de l'Alphabétisation en réduisant les inégalités entre sexes dans le cercle de Ségou.

- Sensibilisation de plus de 80 leaders communautaires pour leur implication lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- Appui à plus de 50 élus locaux et agents municipaux dans le processus de révision de 4 PDECOM pour la prise en compte de l'alpha et de la post alpha
- Appui aux élus locaux et agents municipaux de 4 communes dans le processus d'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans d'action d'alphabétisation et post alpha.
- 16 membres des sous commissions d'alphabétisations communales et 04 secrétaires généraux ont été renforcés dans l'élaboration de leur plan d'action d'alphabétisation communal.
- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux de 4 collectivités pour l'inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l'accès des auditeurs à l'alphabétisation et à la post alphabétisation

- Au moins 03 causeries débat ont été organisées au niveau de chacun des villages concernés par l'ouverture de centre d'alpha.
- 237 auditeurs dont 125 femmes ont été inscrits sur 180 prévus dans les 06 centres d'alphabétisation pour l'alpha initiale à Ségou.
- Dotation de 180 auditeurs en matériels didactiques et fournitures pour les campagnes semis extensives en alpha.
- 90 auditeurs ont été déclarés néo alphabètes suite à l'évaluation finale réalisée par l'Académie d'enseignement de Ségou
- Construction de 02 centres d'alphabétisation (dont un à Katièna et un à Sakoiba)

QUALITE : Améliorer la qualité de l'alpha comme réponse à la demande d'acquisition des Compétences de Vie Courante.

- Organisation de la session de formation des alphabétiseurs ou animateurs des centres
- 12 néo alphabètes recrutés comme Animateurs de centres alpha ont été formés sur la méthode d'enseignement en compétences de vie courante (CVC)
- Dotation de 12 alphabétiseurs (alpha initiale et post alpha) en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques et matériels de formation, d'IEC)
- Situation des auditeurs : Sur 180 auditeurs prévus dont 50% des femmes, 237 auditeurs se sont inscrits dont 125 femmes. Les 57 auditeurs en plus sont des volontaires et ont décidé de prendre en charge leurs fournitures.
- Recyclage de 04 sous commissions pour une meilleure prise en charge des questions de motivation au niveau local et plus globalement des problématiques liées à l'alphabétisation dans les communes de provenance
- Réalisation d'une session de formation de 06 Animateurs dans l'animation des centres de post d'alphabétisation
- Mise en place de 06 bibliothèques villageoises pour l'alphabétisation
- Recyclage de 12 bibliothécaires villageois d'alphabétisation (02 bibliothécaires dans chaque village)
- Dotation de 06 alphabétiseurs en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC)
- Mise en place et dotation de 06 poulaillers en coqs modernes et 100 kg d'aliment volaille (métissage) dans la commune de Katièna, cercle de Ségou

GESTION : Renforcer et consolider les capacités de gestion des acteurs éducatifs dans l'alpha dans le cercle de Ségou

- Recyclage de 06 CVA (Commission villageoise d'alphabétisation) en charge de l'alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités en matière d'alphabétisation et post alpha, en planification, gestion, montage des projets en faveur de l'alphabétisation et de la post alphabétisation
- Recyclage de 04 sous commissions communales d'alphabétisation sur les rôles et responsabilités des communes dans la gestion des questions d'alphabétisation
- Appui à la tenue d'un cadre de concertation élargie aux CT, aux CVA, aux CAP et AE
- Base de données relative à la qualité des infrastructures existantes aux caractéristiques des auditeurs (nombre, sexe, niveau, filiation, villages etc) aux outils, aux matériels disponibles en alpha a été mise en place pour les 04 communes d'intervention de l'OMAES
- Données de qualité fournies aux Services Techniques de Développement (STD)

B NIAFUNKE:

ACCES : Accélérer le développement quantitatif de l'Alphabétisation en réduisant les inégalités entre sexes dans le cercle de Niafunké.

- 120 leaders communautaires sensibilisés pour leur implication lors de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- 20 élus locaux de 2 communes sensibilisés pour la revue des PDE en vue de la prise en compte de l'alpha et de la post alpha
- Appui à 20 élus locaux dans le processus de revue de 2 PDE pour la prise en compte de l'alpha et de la post alpha
- Appui à 20 élus locaux de 2 communes dans processus de l'élaboration de la mise en œuvre et au suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- 20 élus locaux de 2 collectivités sensibilisés pour l'inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l'accès des auditeurs à l'alpha et à la post alpha
- Causeries débats organisés au niveau des villages et fractions concernées
- 4 centres alpha réhabilités
- 8 centres alpha dotés en matériels didactiques
- Activités d'IEC organisées pour la participation des auditeurs aux sessions intensives
- 200 auditeurs dotés en matériels didactiques et fournitures pour les campagnes intensives en alpha
- 2 collectivités locales appuyées pour la revue de leur PDE en vue de la prise en charge de l'alphabétisation et de la post alpha

QUALITE : Améliorer la qualité de l'alpha comme réponse à la demande d'acquisition des Compétences de Vie Courante.

- Base de données relative à la qualité des infrastructures existantes aux caractéristiques des auditeurs (nombre, sexe, niveau filiation, villages etc) aux outils, aux matériels disponibles en alpha au niveau des services techniques mise en place
- Données de qualité fournies aux STD
- Une session intensive de formation pour 16 alphabétiseurs en Songhoi organisée
- 2 formateurs des alphabétiseurs ONG /STD formés
- 16 alphabétiseurs dotés en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC)
- Un guide simplifié en 120 exemplaires sur les rôles et responsabilités des élus dans la gestion de l'alpha et de la post alpha

2.6. Écarts

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire et son apport au projet : l'apport d'ICCO a été surtout financier avec des actions de formation, planification, suivi et d'évaluation

2.8. Bénéficiaires : – les Communes ; les élus et agents communaux ; les CVA ; les Sous commissions communales d'alphabétisation; les communautés ; les alphabétiseurs ; les auditeurs;

Segou

- 4 communes dans le cercle de Ségou ;
- Deux Centres d'Animation Pédagogiques (Markala et Ségou)

- 06 CVA (Comité villageois d'alphabétisation) constitué de 7 membres chacun
- 04 Sous commissions communales d'alphabétisation
- 06 centres d'alphabétisation initiale et de la phase de consolidation
- 437 auditeurs sur 180 prévus pour l'alphabétisation initiale
Niafunké
- 2 communes dans le cercle de Niafunké ;
- Un Centre d'Animation Pédagogiques (Niafunké)
- 08 CVA (Comité villageois d'alphabétisation) constitué de 7 membres chacun
- 02 Sous commissions communales d'alphabétisation
- 08 centres d'alphabétisation initiale et de la phase de consolidation
- 240 auditeurs sur 240 prévus

2.1. Localisation :

Région : Tombouctou

Cercle de : Niafunké

Communes de : Soboundou , Koumaïra, Banikane, Fittouga.

Villages de : Dabi, Tiangara, Batouma, Tomi, Koïratao Aldiannabangou, Komo, Guindigata nari, Ankora, Djibar et sirfila soit cinq (5) villages pour Soboundou ; un (1) village pour Koumaïra; Deux (2) villages pour Banikane et Deux (2) villages pour Fittouga.

2.2. Titre : Projet Gestion de ressources Naturelles (PGRN/NIAFUNKE)

2.3. Budget

Budget Prévu du Projet pour 2011: 6 342 431 FCFA

Dépenses effectuées 2011: 6 342 431 FCFA

2.4. Les résultats attendus

- Réduire de 50% les femmes qui utilisent les feuilles de rônier en promouvant des activités génératrices de revenus de rechange pour les femmes.
- Réduire de 40% la demande de bois de chauffe en promouvant les techniques de conservation de l'énergie

2.5 Résultats atteints en 2011 :

- 30 ménages vulnérables par village ont été identifiés
- 20 relais chargés d'élevage sont formés
- 9 ha de périmètres de Bourgouculture sont productifs
- 70 femmes ont reçu un noyau de quatre têtes par femme et avec le système de remboursement 263 femmes en ont aussi reçu leur noyau;
- 30 femmes maraîchères de ménages vulnérables dans les 10 villages soit 300 femmes ont été identifiées ;
- 10 périmètres maraîchers de 1 ha équipés de 18 puits maraîchers sont productifs
- 4000 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés
- 6000 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés ;
- 300 femmes de ménages vulnérables ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;
- 482 foyers améliorés construits
- Au moins 6T5 sont disponibles dans les banques de cereales de Ankora, Djibar et Tiangara

La liste des réalisations

Communes	Réalisation/ activités		
	Maraîchage	Petit élevage	Gestion des ressources naturelles
Soboundou	<p>150 femmes maraîchères exploitent leur périmètre</p> <p>150 femmes maraîchères sont formées aux techniques culturales</p> <p>5(cinq) périmètres maraîchers sont productifs</p> <p>2000 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés</p> <p>3000 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés</p> <p>9 (puits maraîchers réalisés</p>	<p>131 femmes chef de ménages sont dotées de noyau de 5 têtes de petits ruminants.</p> <p>Dix (10) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture sont formés</p> <p>Cinq (4) périmètres de Bourgouculture sont productifs</p>	<p>150 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p> <p>101 foyers améliorés construits</p>
Koumaira	<p>30 femmes maraîchères exploitent leur périmètre</p> <p>Un (1) périmètre maraîcher est productif</p> <p>30 femmes maraîchères sont formées aux techniques culturales</p> <p>400 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés</p> <p>600 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés</p>	<p>33 femmes chef de ménages sont dotées de noyau de 5 têtes de petits ruminants.</p> <p>Deux (2) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture sont formés</p> <p>Un (1) périmètre de Bourgouculture est productif.</p>	<p>30 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p> <p>24 foyers améliorés construits</p>

Banikane-Narhawa	<p>60 femmes maraîchères exploitent leur périmètre</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers sont productifs</p> <p>60 femmes maraîchères sont formées aux techniques culturales</p> <p>800 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés</p> <p>1200 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés</p>	<p>64 femmes chef de ménages sont dotées de noyau de 5 têtes de petits ruminants.</p> <p>Quatre (4) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture sont formés</p> <p>Deux (2) périmètres de Bourgouculture sont productifs.</p>	<p>60 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p> <p>267 foyers améliorés construits</p>
Fittouga	<p>60 femmes maraîchères exploitent leur périmètre</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers sont productifs</p> <p>60 femmes maraîchères sont formées aux techniques culturales</p>	<p>104 femmes chef de ménages sont dotées de noyau de 5 têtes de petits ruminants.</p> <p>Quatre (4) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture sont formés</p> <p>Deux (2) périmètres de Bourgouculture sont productifs.</p>	<p>60 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p> <p>90 foyers améliorés construits</p>

2.6. Écarts

Tous les résultats attendus sont atteints comme prévus voir même dépassés pour certaines activités

2.7. Partenaire son apport au projet : L'apport de la Fondation TURING a été essentiellement financière

2.8. Bénéficiaires : Les communautés villageoises des communes concernées particulièrement les femmes ont activement participé dans la planification la mise n œuvre et surtout l'exploitation

2.1. Localisation :

Regions : Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro, Sikasso et Kayes

Cercles de : Kita, Kati, Koumantou, Ségou, Markala, Niono, Mopti, Tombouctou et
Gao

Communes de : 42 Communes des 10 CAP

Village de : 807 écoles

2.2 TITRE : Projet d'Appui à la Décentralisation Déconcentration de l'Education PRADDE-PC

2.3 Budget :

Budget Prévu du Projet pour 2011: 42 482 700 FCFA

Dépenses effectuées 2011: 39 927 738 FCFA

2.4. Les résultats attendus:

- Les responsabilités sont clarifiées et les systèmes de communication sont développés afin que les CAPs, Communes, et écoles s'engagent dans une planification conjointe ;
- Les "Commissions Education" sont fonctionnelles et offrent un appui conseil technique aux Communes et écoles cibles
- Les données sur l'accès et la qualité sont compilées annuellement et fournies par les CAPs dans des formats accessibles pour une planification conjointe
- Capacité renforcée des autorités scolaires et des organisations à base communautaire (CGS, APE, AME) afin de s'engager dans le développement de l'éducation aux niveaux école et Commune
- L'Alphabétisation des adultes améliorée et contribuant à renforcer la participation communautaire au niveau de l'école et de la Commune
- Plans Annuel et Quinquennal d'Amélioration Scolaire développés et mis en œuvre dans les écoles cibles
- Les écoles, les Communes et les CAPs cibles sont engagés dans une planification conjointe de l'éducation tout en utilisant les outils harmonisés d'Evaluation, de Planification, et de Suivi
- Les plans de développement de l'éducation de la Commune et du CAP reflètent le processus de planification conjointe et les Plans d'Amélioration Scolaire des écoles cibles
- Qualité améliorée et la validation du MEALN accordée aux propositions de développement d'infrastructure d'éducation soumises à l'ANICT
- L'allocation des ressources à l'éducation, aux enseignants et à l'infrastructure est améliorée
- Améliorations mesurables dans l'accès à l'éducation de base dans les Communes cibles
- Améliorations mesurables dans la qualité de l'éducation de base dans les écoles cibles

2.5. Les résultats atteints 2011

- Les principaux documents de source liés aux rôles et responsabilités décentralisés des acteurs de l'éducation avec le MAT-CL et le MEALN (revue conjointe avec le projet PGP2) sont revues ;
- Les contraintes (et réussites) des commissions chargées de l'éducation et des Maires au Mali. Sont analysées ;
- Les ONGs sélectionnées pour travailler dans les Communes ciblées sur le renforcement des capacités des écoles et Communes;
- les outils d'évaluation de planification et d'analyse sont élaboré adoptés et mis en œuvre pour utiliser les meilleures pratiques;
- Les rôles et responsabilités des acteurs de l'éducation en mode décentralisé sont clarifiés;
- Les stratégies d'appui et de gestion de l'alphabétisation au niveau de la commune et de la communauté sont développées et adaptées ;
- Les matériels et méthodes d'alphabétisation Sanmogoya sont mis en œuvre;
- Des matériels supplémentaires d'"alphabétisation familiale" sont créés pour enseigner les mathématiques interactives et des activités d'alphabétisation à l'intention des parents et de leurs enfants ;
- Les plan d'amélioration des écoles sont élaborés et adoptés
- Les plan annuel Communaux sont adoptés et mis en œuvre par les différents Conseils Communaux ;
- Construction de 33 salles de classe dans les régions de Ségou et Koulikoro

2.6 Ecart

Le Programme dans son ensemble a connu plusieurs ruptures dans sa mise en œuvre. Situation qui n'a pas facilité la tâche dans la mise en œuvre des activités clés pour l'atteinte rapide des résultats. Aussi, il est à signaler que le Programme se réaligne avec la nouvelle stratégie de l'USAID qui consiste à ce que 100 000 élèves au Mali acquièrent des compétences fondamentales en lecture et calcul. Ce ci nous a emmené à revoir nos stratégies et activités du programme.

2.7 Partenaire son apport au projet

Le MEALN nous apporte à travers la Cellule d'appui à la Décentralisation déconcentration de l'éducation (CADDE) son appui technique et matériel en nous abritant dans les bureaux de la CADDE et dans les CAP de base et en participant aux activités de mise en oeuvre.

2.8 Les Bénéficiaire les enfants en âge de scolarisation, scolarisés et les adultes.

2.9 Durée : 25 Mai 2009 30 Mars 2014

2.1. Localisation :

REGIONS : Toutes les régions du Mali

2.2 Titre : Développement d'un mécanisme indépendant d'évaluation des apprentissages scolaires par la société civile au Mali

2.3 Budget

Budget Prévu du Projet pour 2011: 145 452 038 FCFA

Dépenses effectuées 2011: 143 290 362 FCFA

2.4. Les résultats attendus 2011:

- Recherche documentaire, analyse et utilisation des résultats d'EGRA et autres expériences similaires dans la mise en œuvre du processus d'évaluation des apprentissages scolaires au Mali,
- Définition d'un échantillon géographique représentatif et détermination du niveau d'agrégation des résultats,
- Identification des langues de l'évaluation et définition d'un mécanisme de prise en compte des différences entre les zones linguistiques,
- Développement des Tests/outils et des manuels de formation,
- Définition d'un système de volontariat,
- Elaboration d'une stratégie de communication autour des résultats de l'évaluation,
- Atelier de partage des outils avec les acteurs nationaux,
- Mise en place d'un mécanisme de pilotage et de coordination au niveau national et sous-régional.

2.5. Les résultats atteints 2010.

- Un mapping a été réalisé sur les neuf (09) études suivantes sur l'évaluation des apprentissages scolaires au cours de la dernière décennie : EGRA PHARE : (Early Grade Reading Assesment) *Evaluation des compétences fondamentales en lecture-écriture « EGRA » adapté en français et en arabe au Mali, 2009* ; EGRA Langues Nationales : *Evaluation des compétences fondamentales en lecture-écriture « EGRA » adapté en langues nationales au Mali, 2009* ; PAAA (Projet d'Appui à l'Amélioration des Apprentissages au fondamental): *Evaluation des apprentissages en Pédagogie Convergente, 2003* ; GADS : *Evaluation mots imprimés, 2003* ; PASEC/Programme d'analyse des systèmes éducatifs de CONFEMEN, 2004 ; IDECA (Institut de Développement des Compétences en Afrique) : *Evaluation Curriculum Bureau sénégalais, 2006* ; CNE : (Centre National de l'Education) : *Evaluation du Niveau acquisition en LC et SMT, 2007* ; PHARE : (Programme Harmonisé d'Appui au Renforcement de l'Education) *Temps réel d'apprentissage au fondamental, 2010* et CNE : *Evaluation curriculum de l'enseignement fondamental, 2010* ;
- Une méthodologie d'échantillonnage a été définie et a permis de tester 478 enfants dans 260 ménages de 26 villages/quartiers répartis entre dix communes dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao ;
- Cinq (05) langues nationales (Bamanankan, Bomu, Fulfulde, Songhoï et Tamasheq) ont été retenues en plus du français comme langues d'évaluation. Ce choix de ces cinq (05) langues nationales s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un mécanisme de

prise en compte des différences entre les zones linguistiques au Mali que sont Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao ;

- Quatre (04) tests en lecture et quatre (04) tests en calcul, comprenant chacun quatre items, ont été développés et testés en français, Bamanankan, Bomu, Fulfulde, Songhoy et Tamasheq ;
- Un test standard en lecture et calcul a été élaboré dans chacune de ces cinq (05) langues concernées ;
- Des fiches utilisées pour la collecte des données au niveau village, école et ménages ont été élaborées et validées. Il s'agit de : une fiche village, une fiche de la cartographie du village, une fiche d'observation école et une fiche ménage ;
- Deux manuels de formation (points focaux et relais) et un guide d'orientation (conduite à tenir dans les villages, les écoles et les ménages) du relais ont été élaborés ;
- Un système de volontariat basé sur une approche communautaire a permis d'identifier et de mobiliser 10 points focaux et 56 relais ;
- Une stratégie de communication autour des résultats de l'évaluation a été élaborée et partagée avec les autres acteurs. Elle sera renforcée par un appui de Niyel (un bureau d'études sénégalais) et d'UWEZO ;
- Un atelier de partage des outils et des stratégies proposés avant leur mise en application a été organisé et les observations et les contributions ont été intégrées dans les différents outils et stratégies du programme ;
- Un Conseil Consultatif composé de représentants du Gouvernement, de la Société civile, des Syndicats d'enseignants, de la presse et des personnes ressources ainsi qu'une équipe technique d'exécution ont été mis en place ;
- Un partenariat dynamique a été développé à travers l'implication de tous les acteurs concernés par la question des apprentissages scolaires au Mali (Cabinet du Département de l'éducation, la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental (DNEF), la Direction Nationale de la Pédagogie (DNP), les Syndicats d'enseignants, les ONG, la Presse, les communautés locales et les personnes ressources ;
- Un logiciel de saisie sous Access est a été réalisé pour permettre la double saisie des livrets d'enquête.
- Dix (10) points focaux ont été formés (par la coordination) à la conduite d'une formation, à la maîtrise des outils et leur remplissage ainsi qu'aux techniques de communication.
- Cinquante six (56) relais ont été formés aux techniques d'application des tests, à l'administration des outils de collecte, aux techniques de sélection des ménages et des enfants et à l'élaboration de la carte du village.
- Les outils et les tests ont été pré-testés dans 260 ménages de 26 villages/quartiers répartis entre dix communes dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao. Ce pré-test a concerné 478 enfants dont 237 garçons et 241 filles.

Les résultats globaux de ce pré-test sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Lecture			Numération			
	Très bonnes notes (3 à 4)			Très bonnes notes (4 à 5)		
	Bonnes notes (2 à 2,99)			Bonnes notes (3 à 4)		
	Notes en dessous de la moyenne (1 à 1,99)			Notes moyennes (2,5 à 2,9)		
	Notes critiques (0 à 0,99)			Notes en dessous de la moyenne (1 à 1,99)		
				Notes critiques (0 à 0,99)		
COMMUNES	LECTURE FRANÇAIS (0 à 4)	COMMUNES	LECTURE LANGUE NATIONALE (0 à 4)	COMMUNES	NUMERATION (0 à 5)	Moyenne Générale (0 à 4,3)
SEGOU	3,36	SEGOU	4,00	SEGOU	4,79	4,1
GAO	1,53	GAO	0,82	GAO	3,18	1,8
MOPTI	1,89	MOPTI	0,56	MOPTI	2,44	1,6
SONI ALI BER	1,28	SONI ALI BER	1,29	SONI ALI BER	2,17	1,6
TONKA	1,14	TONKA	0,29	TONK A	2,57	1,3
CINZANA	1,16	CINZANA	0,71	CINZANA	1,93	1,3
TOMINIAN	0,58	TOMINIAN	0,86	TOMINIAN	1,58	1,0
SOKOURA	0,88	SOKOURA	0,24	SOKOURA	1,76	1,0
ESSAKANE	0,85	ESSAKANE	0,19	ESSAKANE	1,52	0,9
PELENGANA	0,94	PELENGANA		PELENGANA	1,38	0,8

- Au regard des résultats déjà obtenus à mi-parcours de la phase de planification, un programme triennal (août 2011-juillet 2014) a été élaboré et soumis pour financement à la Fondation Hewlett qui l'a approuvé.

2.6 Ecart

Rien à signaler

2.7 Partenaire son apport au projet

Le programme est financé par la fondation William and Flora Hewlett des USA

2.8 Les Bénéficiaires sont les enfants de 6 à 14 ans ainsi que leurs communautés.

2.9 Durée : Décembre 2010 à juillet 2011.

2.1. Localisation :

Régions : Gao; Tombouctou, Mopti et Ségou

2.2 Titre : Evaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali « Bækungo »

2.3 Budget

Budget Prévu du Projet pour 2011: 272 769 695 FCFA

Dépenses effectuées 2011: 54 806 523 FCFA

2.4. Les résultats attendus:

- Une méthode simple d'évaluation des compétences fondamentales en lecture et en calcul pour les enfants de 6 à 14 ans est développée et promue ;
- Des données compréhensibles sur les compétences d'apprentissage au niveau national et local sont obtenues ;
- Des informations sur les conditions scolaires et extrascolaires d'apprentissage de l'enfant sont collectées et analysées,
- L'information est diffusée d'une manière simple et compréhensible pour le Gouvernement, les parents d'élèves et le grand public ;
- Des débats publics sont faits autour des résultats de l'évaluation ;
- Le dialogue et la pression publique sur les autorités politiques et administratives afin d'améliorer la qualité de l'éducation en fonction des résultats des apprentissages.

2.5. Les résultats atteints 2011 :

- Les outils et les tests de Bækungo Mali sont améliorés ainsi que la stratégie de communication, de mobilisation sociale et la méthodologie d'échantillonnage. Quant au processus de collecte, de traitement et d'analyse des données, l'équipe a revu son calendrier en fonction de celui de l'année scolaire et de la progression du programme dans les classes ;
- La stratégie de communication est finalisée et se donne une approche participative et transversale à tout le processus à travers la mise en œuvre des activités suivantes : l'information et sensibilisation des acteurs de l'éducation ; sensibilisation des parents dans les ménages et dans les villages (restitution instantanée des résultats de l'évaluation aux parents dans les ménages et aux autorités communautaires) ; la diffusion du rapport de l'évaluation sous formats adaptés ; l'organisation des débats radio TV ; l'organisation des restitutions/débats autour des résultats de l'évaluation ; Confection et diffusion des imprimés et la création ; l'animation d'un site Web Publication d'articles de presse sur l'éducation ; la création d'un bulletin trimestriel d'information sur l'éducation au Mali et la réalisation de microprogramme Radio/TV sur les résultats du programme ;

- Les outils de collecte des données et les tests sont finalisés en fonction des observations et des leçons apprises au cours de la phase de planification, des ateliers et des visites d'échanges et de partage à Bamako et en Inde ;
- Les manuels de formation des Points Focaux et des Relais ont également été finalisés à la lumière des leçons apprises de l'atelier de formation animé par UWEZO à Bamako et de la visite en Inde ;
- Le guide d'orientation des relais a également été finalisé en fonction des observations faites et des leçons apprises qui ont entraîné des modifications légères au niveau des outils et des tests.
- La stratégie de formation a également été finalisée à l'issue de la formation et de la visite en Inde. Cette stratégie repose sur le principe de formation en cascade. Elle comprend trois (03) étapes qui suivent: Etape 1 : Un atelier de formation des membres de l'équipe technique. Cet atelier a été animé par UWEZO/ASER ; Etape 2 : Un atelier national de formation des formateurs (Points Focaux) ; Etape 3 : Des ateliers locaux de formation des Relais animés par les Points Focaux (PF), sous la supervision de l'équipe technique ;
- Une stratégie de mobilisation des ressources humaines a été mise en place avec l'objectif de *Mobiliser et mettre à la disposition du programme, 1320 relais, 49 points focaux, 8 attaches institutionnelles et 10 associés pour la mise en œuvre des évaluations dans 26400 ménages de 1320 villages dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao ;*
- Sélection de vingt quatre (24) points focaux repartis entre les régions de Ségou (08), Mopti (08), Tombouctou (05) et Gao (03) et lancement du processus de mobilisation des 480 relais dans les villages/quartiers. Toute fois, il est à noter que ce processus sera finalisée jusqu'en mi- février 2012 par les points focaux dans leur zone de circonscription respective ;
- Conformément au plan d'action, le site web est créé et lancé courant décembre 2011. Son adresse est la suivante : www.omaes.org. Il est fonctionnel et les informations concernant le programme (contexte, Mission, Objectifs, Résultats attendus, mode de gestion, mode opérationnel, les outils/tests d'évaluation, etc.) y sont disponibles ;
- Six cent (600) T-shirt, six cents (600) casquettes, trois cents (300) agendas, mille quatre cents (1500) bloc notes petit format et deux cents bloc notes grand format ont été confectionnés et diffusés ;
- Un sketch de sensibilisation des populations autour du programme a été monté et diffusé sur la Télévision nationale courant août 2011. Des messages radiodiffusés ont été également enregistrés et diffusés en français, bamanankan, bomu, fulfulde, songhaï et tamasheq. Ces actions de communication masse –média ont permis de mieux préparer les communautés à recevoir le programme et accompagner sa mise en œuvre.

2.6 Ecarts : Rien à signaler

2.7 Partenaire son apport au projet

Le programme est entièrement financé par la fondation William and Flora Hewlett des USA

2.8 Les Bénéficiaires sont les enfants de 6 à 14 ans ainsi que leurs communautés.

2.8 Durée : Aout 2011 à juillet 2014.

RAPPORT FINANCIER O.M.A.E.S/CADB 2011

Rapport financier O.M.A.E.S/CADB 2011

I-Situation budgétaire

1.1 Ressources/Projet:	Montant
O.N.G.:	29 081 609
P.T.F.:(ONG de financement et Fondations)	762 463 054
ETAT : (Etat/FIDA/Banque Mondiale)	245 792 639
Collectivités :	-
Populations :	-
Autres :	-
S/Total:	1 037 337 302
1.2 - Emplois :	
1- Dépenses d'investissement :	16 750 213
2 - Dépenses de fonctionnement:	284 183 104
3 - Dépenses d'administration:	280 895 160
S/Total:	581 828 477
1.3 Solde Budgétaire :	455 508 825

II. Situation des comptes

II.1.Recettes/projet:

-Solde créditeur d'entrée 31/12/10	294 059 179
- Recettes de l'exercice	743 278 123
- Total recettes /Projet	1 037 337 302

II.2.Dépenses/projet

- Solde créditeur d'entrée 31/12/11	0
- Dépenses de l'exercice	779 766 843
- Total dépenses /projet	751 279 747

III. Solde Final(recettes-dépenses) de l'exercice **257 570 459**

-En espèce	121 800
- En banque	257 448 659
- En valeur de caisse	0
-Total solde final	257 570 459

IV. Situation des Exonérations par projet:

- Listes des exonérations obtenues
- Valeur des exonérations obtenues
- Destination des exonérations obtenues
- Provenance des matières exonérées

V. Situation fiscale:

- Impôts et taxes dues	15 959 220
- cotisations dues	30 534 971
- autres contributions	0
- Audit comptable réalisé (prévu pour avril 2012)	

VI. Difficultés et recommandations:

Date: 31 Janvier 2012

Nom et signature du Responsable Boureima Allaye Touré

De l'ONG – Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel OMAES Association
signataire de l'Accord Cadre N°0114/000014.
